CECOUT
Capitales Européennes de la Culture et Cohésion Urbaine Transfrontalière

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

UCLouvain
FUCaM MONS

LISER
LUXEMBOURG INSTITUTE OF SOCIO-ECONOMIC RESEARCH

Université de Lille

Universitatea de Vest din Timişoara
ROMÂNIA

Mai 2022

CAHIER DE LA RECHERCHE ÉTUDIANTE

Thématique n°3 : Développement urbain

Capitales européennes de la culture et cohésion urbaine transfrontalière

Mai 2022

CAHIER DE LA RECHERCHE ÉTUDIANTE

Thématique n°3 : Développement urbain

Capitales européennes de la culture et cohésion urbaine transfrontalière

Ces analyses académiques sont réalisées dans le cadre du Réseau Jean Monnet «CECCUT» financé par le Programme Erasmus + de l'Union européenne (2018-2021).

http://www.ceccut.eu/en/home/

Numéro de référence : 599614-EPP-1-2018-1-2018-1-LU-EPPJMO-NETWORK.

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.

These research analyses are written within the framework of the "CECCUT" Jean Monnet Network sponsored by the Erasmus + Programme of the European Union (2018-2021).

http://www.ceccut.eu/en/home/

Reference number: 599614-EPP-1-2018-1-LU-EPPJMO-NETWORK.

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents, which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use, which may be made of the information contained therein.

CONTENTS

Edito 7

Article 1: L'art urbain comme vecteur d'inclusion sociale - *Laura Bachir (UCLouvain FUCAM Mons)* 11

1. Introduction / Thématique du travail 11
    1.1 L'art urbain en définition 12
    1.2 L'inclusion sociale 12
2. Aspects méthodologiques 13
    2.1 La méthode participant comme observateur 13
    2.2 L'entretien semi-directif 13
    2.3 La méthode d'analyse de groupe 13
3. Résultats / discussion : Le projet de Malory 14
    3.1 L'objet à mettre en avant 14
    3.2 De la répartition des tâches à la co-construction 14
    3.3 Etablir des liens avec les acteurs locaux via les maisons de jeunes et les ASBL 15
    3.4 Le rôle du transfrontalier 15
4. Conclusion 16

Références 17
Annexes 18
    Pr-Ateliers Montois : l'art urbain comme vecteur d'inclusion sociale 18
    Atelier CECCUT : l'inclusion sociale 18

Article 2: Capitales Européennes de la Culture et développement urbain transfrontalier - *Matthieu Delevoie (Université de Lille)* 21

1. Introduction / Thématique du travail 21
    1.1 Les capitales européennes de la culture 21
    1.2 Les opportunités urbaines et territoriales 21
2. Aspects méthodologques 22
3. Résultats et discussion 22
    3.1 Luxembourg 22
    3.2 Maribor 24
    3.3 Guimarães 26
    3.4 Novi Sad 28
4. Conclusion 29

Réferences 30

Article 3: European Capitals of Culture and Urban Development - *Dana Turcan (West University of Timişoara)* 31

1. Introduction / Thématique du travail 32
2. Aspects méthodologiques 33
3. Résultats et discussions 34
    3.1 Bid Book of the city of Novi Sad 35
    3.2 Bid Book of the city of Timişoara 38

4. Conclusion 45

Références 46

Article 4: ESCH 2022 et la stratégie IBA : Les enjeux d'un développement urbain transfrontalier - *Sarah Martinez (Université de Lorraine & LISER)* 48

1. Introduction / Thématique du travail 49
    1.1 Revue de la littérature 49
2. Aspects méthodologiques 51
3. Résultats et discussions 52
    3.1 L'accueil d'ESCH2022 par les acteurs publics 52
    3.2 Esch2022 et la culture, un tremplin pour l'IBA ? 53

4. Conclusion 55
Références 56

EDITO

Les travaux étudiants de cette troisième année du réseau CECCUT abordent différents sujets qui, une fois encore, permettent d'éclairer les ressorts et la mise en œuvre des capitales européennes de la culture, et le lien entre action culturelle et coopération transfrontalière.

Le travail de Laura Bachir questionne l'art urbain comme vecteur d'inclusion sociale, en particulier chez les jeunes adultes qui sont des praticiens et des publics fréquents des formes artistiques urbaines. Après une définition des termes, l'étudiante rend compte des ateliers qui ont été organisés à Mons avec des acteurs culturels pour discuter spécifiquement de cette problématique, sonder les liens entre art urbain et inclusion sociale et envisager les processus de développement de projets dans cette optique. Un récit a été proposé au participant pour envisager et co-construire des réponses concrètes qui favorisent l'inclusion sociale des jeunes européens, grâce à la pratique des arts urbains.

Matthieu Delevoie et Dana Turcan analysent plusieurs cas de capitales européennes de la culture, passées ou en cours de réalisation, pour voir en quoi le dispositif peut contribuer au développement urbain. Leurs travaux proposent plusieurs lectures des liens et interactions entre projets urbains, culture, aménagement, coopération transfrontalière et politiques européennes. Les résultats soulignent en quoi la culture et les projets culturels apportent une dimension sociale au développement urbain. L'importance d'associer un grand nombre d'acteurs à la gouvernance des projets est soulignée à plusieurs reprises, tout comme le rôle de catalyseur que jouent les capitales européennes de la culture en permettant la réalisation de projets déjà en cours ou envisagés.

On retrouve ce rôle de levier de la capitale européenne de la culture dans le travail que Sarah Martinez a fait sur Esch 2022 et le projet d'IBA (*Internationale Bauaustellung*) transfrontalière Alzette-Belval en structuration. Esch 2022 confirme une dynamique transfrontalière d'aménagement et de planification déjà en cours dans la région, et la constitution d'une IBA est une opportunité de pérenniser sur le moyen terme la dynamique engagée en 2022. Une telle continuité, assez prometteuse pour être soulignée, n'est cependant pas toujours présente dans les différentes capitales analysées, car de nombreux facteurs peuvent conditionner la capacité des acteurs et des structures à pérenniser leurs actions.

Tout aussi variable peut être la prise en compte de la dimension européenne et transfrontalière de la capitale culturelle et plus largement des projets culturels présentés dans ces travaux. Ce n'est pas toujours, loin s'en faut, la dimension la plus simple à mobiliser et à traduire dans des projets concrets et durables, au-delà des effets d'annonce et de l'euphorie de l'année culturelle. Là encore l'existence d'un « acquis transfrontalier » pré-existant dans la région concernée semble un atout pour pouvoir conforter une telle dynamique, comme le montre le cas d'Esch qui, rappelons-le, se situe dans le contexte particulier du Luxembourg, pays foncièrement tourné vers la coopération transfrontalière.

Cela ne signifie pas que l'ouverture transfrontalière ne peut pas se construire comme quelque chose de nouveau, au contraire. Comme le montre plusieurs des cas analysés, le « parti pris » transfrontalier peut permettre de renouveler les échanges, les expériences et l'enrichissement des acteurs culturels et des populations. À ce titre, les programmes européens représentent des leviers tout désignés pour s'engager dans la coopération transfrontalière et les travaux du réseau CECCUT peuvent contribuer à mieux connaître et à mieux appréhender les opportunités que représentent ces programmes et la façon de les mobiliser.

Coordonné par Thomas Perrin (Université de Lille, laboratoire TVES) avec la participation de Christian Lamour (LISER), Frédéric Durand (LISER), Fabienne Leloup (UCL), Pauline Bosredon (UL) et Corina Tursie (UWT)

Synthèse des études du 3ème Cahier de la recherche étudiante CECCUT

ÉTUDE / THÈME	MÉTHODOLOGIE	CONCLUSIONS PRINCIPALES
L'art urbain comme vecteur d'inclusion sociale - *Laura Bachir - UCLouvain, Mons*	· recherche documentaire et état de l'art des notions : art urbain / inclusion sociale · mise en place d'ateliers de discussion / observation avec des acteurs · croisement de l'observation participante et de l'entretien semi-directif	Points clés pour la réussite d'un projet : · définir l'objectif et la « situation » du projet : quelle pratique au service de quelle inclusion ? · appui logistique et administratif pour accéder aux ressources de mise en œuvre · mobiliser un réseau d'acteurs (travailleurs sociaux notamment)
Capitales européennes de la culture et développement urbain transfrontalier - *Matthieu Delevoie - Université de Lille*	· étude de quatre capitales européennes de la culture : Luxembourg et Grande Région 2007, Maribor 2012, Guimarães 2012, Novi Sad 2022 · consultation de la littérature : culture, coopération transfrontalières, capitales européennes de la cullture · analyse des bid books et rapports d'évaluation · entretiens semi-directifs avec des acteurs locaux	· la capitale culturelle est souvent le catalyseur pour relancer et affirmer des projets de développement urbains · modalité fréquente : reconversion de sites industriels en espaces culturels suite à de la désindustrialisation · principal défi : pérennisation avec une stratégie à long terme · importance d'associer le milieu culturel, les responsables et les acteurs de la société civile (investisseurs privés, milieux associatifs, universitaires, habitants…) · la dimension transfrontalière et a fortiori européenne peut être difficile à prendre en compte et à « traduire » concrètement dans les projets
European capitals of culture and urban development - *Dana Turcan - West University of Timișoara*	· analyse qualitative de la contribution de la capitale culturelle au développement urbain à Novi Sad (2022) et Timisoara (2023) · étude des bid books · entretiens semi-directifs	· la culture est considérée sont comme un facteur majeur du développement urbain, sur le plan économique autant que social (qualité de vie, sentiment d'appartenance, régénération d'espaces et de bâtiments…) · on observe des limites ou difficultés dans la mise en œuvre de ces projets : manque de cadre législatif adapté, blocages administratifs, objectifs contraignants pour la réalisation des projets… · la concertation et collaboration entre acteurs peut aider à dépasser ces blocages : responsables politiques, administratifs, artistes, associations de citoyens…
Esch 2022 et la stratégie IBA : les enjeux d'un développement urbain transfrontalier - *Sarah Martinez - Université de Lorraine / Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)*	· revue de littérature : évolution des capitales européennes de la culture, friches industrielles et régénération urbaine par la culture, le dispositif IBA · entretiens semi-directifs	· la capitale culturelle est un accélérateur, un levier pour les projets d'aménagement et de planification déjà présents dans la région transfrontalière : OIN, EPA, GECT · le projet d'IBA illustre le renforcement de cette dynamique · l'IBA peut permettre de pérenniser sur le moyen terme les initiatives et collaborations insufflées par Esch 2022

EDITO

The students' works of this third year of the CECCUT network address different subjects which, once again, shed light on the motives and the implementation of the European Capitals of Culture, and the link between cultural action and cross-border cooperation.

Laura Bachir questions urban art as a vector of social inclusion, particularly among young adults who are frequent practitioners and audiences of urban art forms. After defining the terms, the student reports on the workshops that were organized in Mons with cultural actors to specifically discuss this issue, to probe the links between urban art and social inclusion and to consider project development in this perspective. A narrative was proposed to the participant to consider and co-construct concrete responses that promote the social inclusion of young Europeans, through the practice of urban arts.

Matthieu Delevoie and Dana Turcan analyze several cases of European capitals of culture, past or in progress, to see how this scheme can contribute to urban development. Their work proposes several readings of the links and interactions between urban projects, culture, planning, cross-border cooperation and European policies. The results underline how culture and cultural projects bring a social dimension to urban development. They emphasize on several occasions the importance of involving a large number of actors in the projects' governance. Another outcome of the analyses the role of catalyst that the European Capitals of Culture play to enable the implementation of already planned projects.

This role of leverage of the European Capital of Culture can be found in the work by Sarah Martinez on Esch 2022 and the project of the Alzette-Belval cross-border IBA (*Internationale Bauaustellung*). Esch 2022 confirms that a cross-border development and planning dynamic is already underway in the region, and the creation of an IBA is an opportunity to perpetuate, in the medium term, the dynamic of 2022. Such continuity, which is promising enough to be highlighted, is not always present in the different capitals analyzed, because many factors can condition the capacity of actors and structures to perpetuate their actions.

The European and cross-border dimension of the cultural capital and, more broadly, of the cultural projects presented in this work, can also vary. This is not always, far from it, the easiest dimension to mobilize and to translate into concrete and sustainable projects, beyond the announcement effects and the euphoria of the cultural year. Here again, the existence of a pre-existing "cross-border acquis" in the region concerned seems to be an asset for consolidating such a dynamic, as shown by the case of Esch, which, it should be remembered, is situated in the particular context of Luxembourg, a country fundamentally oriented towards cross-border cooperation.

This does not mean that cross-border openness cannot be built as something new, on the contrary. As shown in some of the cases studied, it can allow to renew the exchanges, experiences and enrichment of cultural actors and populations. In this respect, the European programs are the ideal levers to engage in cross-border activities and the work of the CECCUT network can contribute to a better knowledge and understanding of the opportunities that these programs represent and the way to mobilize them.

Coordinated by Thomas Perrin (Université de Lille, laboratoire TVES) with the participation of Christian Lamour (LISER), Frédéric Durand (LISER), Fabienne Leloup (UCL), Pauline Bosredon (UL) et Corina Tursie (UWT)

Summary of the studies from the 3rd CECCUT Student Research Booklet

ÉTUDE / THÈME	MÉTHODOLOGIE	CONCLUSIONS PRINCIPALES
L'art urbain comme vecteur d'inclusion sociale - *Laura Bachir - UCLouvain, Mons*	· documentary research and state of the art of the notions: urban art / social inclusion · setting up of discussion / observation workshops with actors · participatory observation and semi-structured interviews	Key points for a successful project: · defining the purpose and "situation" of the project: which practice serves which inclusion? · logistical and administrative support to access implementation resources · mobilize a network of actors (social workers in particular)
Capitales européennes de la culture et développement urbain transfrontalier - *Matthieu Delevoie - Université de Lille*	· study of four European capitals of culture: Luxembourg and Greater Region 2007, Maribor 2012, Guimarães 2012, Novi Sad 2022 · consultation of the literature: culture, cross-border cooperation, European capitals of culture · analysis of bid books and evaluation reports · semi-structured interviews with local actors	· the cultural capital is often the catalyst for reviving and affirming urban development projects · frequent modality: reconversion of industrial sites into cultural spaces following deindustrialization · main challenge: sustainability with a long-term strategy · importance of associating the cultural milieu, the managers and the actors of the civil society (private investors, associations, academics, inhabitants...) · the cross-border and even more so the European dimension can be difficult to take into account and to "translate" concretely into projects
European capitals of culture and urban development - *Dana Turcan - West University of Timișoara*	· qualitative analysis of the contribution of the cultural capital to urban development in Novi Sad (2022) and Timisoara (2023) · study of bid books · semi-structured interviews	· culture is considered to be a major factor in urban development, both economically and socially (quality of life, sense of belonging, regeneration of spaces and buildings, etc.) · there are limits or difficulties in the implementation of these projects: lack of a suitable legislative framework, administrative deadlocks, restrictive objectives for the realization of projects... · the dialogue and collaboration between actors can help to overcome these deadlocks: political leaders, administrators, artists, associations of citizens...
Esch 2022 et la stratégie IBA : les enjeux d'un développement urbain transfrontalier - *Sarah Martinez - Université de Lorraine / Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)*	· literature review: evolution of European capitals of culture, industrial wastelands and urban regeneration through culture, the IBA system · semi-structured interviews	· the cultural capital is a lever for the development and planning projects already present in the cross-border region: OIN, EPA, EGTC · the IBA project illustrates the strengthening of this dynamic · the IBA can make it possible to perpetuate in the medium term the initiatives and collaborations initiated by Esch 2022

UCLouvain
FUCaM MONS

L'art urbain comme vecteur d'inclusion sociale

Laura Bachir (UCLouvain, Mons)

1. INTRODUCTION / THÉMATIQUE DU TRAVAIL

Bourdieu nous explique que la frontière, qui définit un objet comme relevant d'une attention artistique ou utilitaire, est très mince (Bourdieu, 1979). Aujourd'hui, à partir de cette constatation, nous concluons que cette frontière est presque inexistence, car l'art est en réalité un objet utile. Le monde artistique nourrit chaque jour notre environnement culturel. De ce fait, l'initiative Capitale Européenne de la Culture et Cohésion Urbaine permet de remettre à l'ordre du jour l'importance de la culture non plus seulement comme un objet de divertissement, mais également comme un outil de cohésion urbaine dans les zones transfrontalières de l'Union européenne. Dans ce travail, nous porterons notre attention sur les thématiques abordées dans cette troisième année de projet : culture, inclusion sociale et développement urbain.

Mais la culture est vaste et ses pratiques artistiques innombrables. Certaines se ressemblent, d'autre se complètent ou même parfois s'opposent. Dès lors, nous avons décidé de porter notre attention sur l'art urbain. Il fait sens d'aborder la question de l'art urbain sous un aspect inclusif, car pendant de nombreuses années les artistes urbains ont été marginalisés. En effet, au départ, cet art était pour la plupart du temps organisé sans autorisation (Gzeley et coll., 2019). Aujourd'hui, des auteurs comme Gzeley (2019), Laugero (2019) ou encore Lemoine (2012) expliquent que cet art connait une revalorisation à la fois grâce à sa visibilité sur les réseaux sociaux et sa prise en considération par le monde du privé et du public.

De plus, l'art urbain en lui-même se veut inclusif. William Walker explique que l'art urbain se définit par la meilleure façon de mettre son art au service de sa communauté, car ce dernier appartient à tous (Gzeley et coll., 2019). En effet, l'espace public touche tout le monde et est accessible à tous. En réalité, la philosophie du street-art vient casser les codes de l'art classique par cette diffusion spontanée et libre. Par ailleurs, l'art urbain s'inscrit fortement dans l'un des principaux enjeux de la démocratie participative qui est de rester ouverte à tous les publics, de ne pas se limiter à un petit nombre de citoyens et à certains publics plus privilégiés (Bingen et coll., 2015).

De surcroit, l'art urbain est également un objet d'attention de la jeunesse, car il est perçu par ces derniers comme un moyen d'expression accessible (Benessavy et al, 2010). L'un des participants de l'atelier montois CECCUT nous explique que lorsque des évènements urbains sont organisés la promotion des jeunes artistes joue un rôle essentiel (préatelier montois, 2021). Il explique que dans l'optique urbaine, nous avons les mentors qui sont là pour aider les jeunes à se construire un réseau, à s'améliorer dans leur discipline et à apporter un soutien psychologique (préatelier montois, 2021). Un jour, à leur tour, ces jeunes deviendront mentors. Dès lors, nous remarquons à travers ce cycle que l'univers urbain en son essence est inclusif envers la jeunesse.

De plus, les jeunes représentent une population cible pour l'Union européenne. En effet, que ce soit au niveau local, européen ou bien transfrontalier, la jeunesse représente un enjeu en matière de coordination politique. En outre, les porteurs du projet CECCUT ont également choisi les jeunes comme public cible. Le but est de déterminer si ces derniers doivent être ou non considérés comme prioritaires dans les projets d'inclusion sociale. Dès lors, nous ne sommes pas en train de restreindre l'art urbain à un sujet ne touchant que la jeunesse. Mais nous trouvons pertinent

et faisable d'étudier cette population à travers le prisme de l'art urbain et de l'inclusion sociale.

Toutefois, il reste assez compliqué d'adopter la vision « *l'art accessible au plus grand nombre* », car on ne s'adresse pas à tout le monde de la même façon. Dès lors, nous nous posons la question suivante : ***Comment penser et mettre en place des processus permettant de mettre en avant l'art urbain comme un vecteur d'inclusion sociale chez les jeunes adultes ?*** À travers cette question de recherche, nous tenterons d'identifier les processus qui favorisent l'inclusion sociale des jeunes européens grâce à la pratique des arts urbains. Pour y répondre, nous nous baserons sur la littérature scientifique et sur les deux ateliers montois CECCUT organisés en mars 2021 sur l'art urbain comme outil d'inclusion sociale chez les jeunes ainsi que sur les ateliers internationaux CECCUT d'avril 2021 sur l'inclusion sociale.

Tout d'abord, nous commencerons par définir l'art urbain et notre vision de l'inclusion sociale abordés dans ce travail. Ensuite, nous nous pencherons sur l'aspect méthodologique utilisé pour la rédaction de ce rapport. Enfin, nous discuterons les différents résultats obtenus.

1.1 L'art urbain en définition

Qu'est-ce l'art urbain ? L'art urbain, naît dans les années 60, peut être défini comme un phénomène esthétique et culturel majeur (Gzeley et coll., 2019). Au départ, l'art urbain se concentrait principalement sur l'art du graffiti. Mais au fil du temps, l'art urbain, associé au street-art, a commencé à reprendre une pluralité d'art de la rue comme la danse, le slam, le rap, ct. Peu à peu, cet univers est devenu plus médiatisé, voire commercialisé. Ce phénomène a fini par créer une subdivision entre une branche plus underground et fermée de l'art urbain et une branche plus accessible et ouverte à un plus grand public (Lemoine, 2012). Mais dans les deux cas, l'art de rue continue de représenter symboliquement cette fronde contre des institutions qui ne laissent pas la place à l'art nouveau et à cette société où l'art tend à se confondre avec les industries culturelles (Gzeley et al., 2019).

Néanmoins, pouvons-nous parler de mouvement urbain ? Cet art est assez hétéroclite : graffitis, danses, collages, muralisme… (Gzeley et coll., 2019). Dès lors, parler d'un mouvement qui réunit un ensemble de pratiques similaires ne fait pas sens. Mais, nous pouvons y faire référence en matière de revendications. En effet, nous rejoignons la pensée de Gordon Matta-Clark qui explique que l'art urbain permet de confronter les conditions sociales au lieu de les détourner soit en mêlant art et rénovation de l'espace urbain ou en faisant appel à la participation des citoyens (Lemoine, 2012).

De plus, l'art urbain permet à la ville de jouer un rôle « d'éducatrice ». En effet, ce ne sont plus les individus qui vont à l'art, mais l'art qui côtoie les individus dans l'espace public (Benessavy et al, 2010). L'art urbain n'est pas restreint à un espace délimité. Cela permet de donner une certaine ouverture sur la ville et les citoyens. En effet, les artistes et les habitants cohabitent et s'approprient un espace public créateur de lien social et de pratiques culturelles (Benessavy et al, 2010). Mais en réalité, l'art de la rue permet de voir la ville d'un œil différent. Hors des murs de notre ville, l'art vient donner une nouvelle dimension à notre environnement quotidien. La rue devient une galerie où tous les passants peuvent découvrir un art gratuit (Catz, 2013).

En somme, les enjeux de l'art urbain sont multiples. Tout d'abord, il n'a cessé d'évoluer et de se renouveler sans jamais abandonner son socle originel : la liberté de créer sans contrainte (Gzeley et al., 2019). Ensuite, il représente un lieu de rencontre des artistes de l'espace public afin de promouvoir l'expression libre pour tous. Enfin, l'art urbain organise l'espace public de sorte à favoriser les interactions sociales (Benessavy et al, 2010). De plus, la promotion des pratiques culturelles l'art urbain transforme l'espace en public en lieu démocratique et éducatif (Benessavy et al, 2010).

1.2 L'inclusion sociale

L'inclusion sociale est un concept fortement utilisé que ce soit par les politiciens, dans un environnement social, dans la mise en place de plan économique ou au sein de la culture. Cette formule est la plupart du temps vu comme annonciateur d'un changement de valeurs et des pratiques, voire d'un changement de paradigme social (Bouquet, 2015).

Toutefois, il reste assez compliqué de trouver une définition précise et concrète de l'inclusion sociale. En effet, cette notion est rarement utilisée seule. « *Elle comporte de multiples déclinaisons aux plans économique, social, culturel, citoyen et professionnel (Bouquet, 2015, p.1)* ». Cela signifie que l'inclusion sociale reste un concept assez ouvert.

Cependant, afin de dépasser les clivages et de permettre une compréhension de la vision d'inclusion sociale dans ce travail, nous nous focaliserons sur une définition partagée de

l'inclusion sociale sans toutefois abroger toutes les spécificités et la diversité de cette notion. Dans notre cas, nous allons dans un premier temps définir l'inclusion sociale à travers une vision européenne. « *En effet, la Commission européenne définit l'inclusion sociale comme un processus qui permet aux personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale de participer à la vie économique, sociale et culturelle, et de jouir d'un niveau de vie décent (Bouquet, 2015, p.10).* »

Enfin, nous ajouterons à cette constatation que l'inclusion sociale est souvent définie comme le contraire de l'exclusion sociale. « *Elle a pour but que la société se transforme elle-même pour s'adapter aux besoins des personnes et leur donner ainsi accès à tous les droits et services offerts à l'ensemble de ses citoyens.*[1] *(Toupi, 2021).* »

2. ASPECT MÉTHODOLOGIQUE

2.1 La méthode participant comme observateur

Bufrod Junker a trouvé quatre types de rôles possibles pour les sociologues qui enquêtent sur le terrain. *Ces rôles balancent entre deux extrêmes, celui du pur participant et celui du pur observateur* (Céfai, 2003). Dans notre cas, les organisateurs des ateliers CECCUT montois étaient des participants comme observateurs. En effet, nous participions aux ateliers tout en essayant d'être le plus observateurs possible. Par exemple, nous nous présentions. Mais dans la suite des entretiens, notre but n'était pas de partager notre expérience, mais d'observer les interactions des différentes expériences des acteurs culturels.

Toutefois, cette méthode peut être assez superficielle par sa brièveté. En effet, nous sommes faces à de courtes relations avec de nombreux informateurs qui exposent l'enquêteur à de nombreux univers de discours dans sa compréhension n'est pas optimale (Céfai, 2003). Afin d'amoindrir ces obstacles, nous avons réalisé deux ateliers montois. De plus, lors de l'atelier, deux personnes ont assisté et pris notes afin d'éviter le plus possible les erreurs de compréhensions. En outre, des dispositions ont été prises afin de compléter et de s'assurer des déclarations de chacun soit par mail ou par appel téléphonique postérieurement aux ateliers.

2.2 L'entretien semi-directif

Les ateliers CECCUT montois de mars 2021 ont été réalisés sur le modèle d'entretien semi-directif. En effet, le but était de donner des pistes aux invités afin de les orienter sur la thématique « *l'art urbain comme outil d'inclusion sociale* » tout en leur laissant la liberté de s'exprimer sur le sujet. Nous avons utilisé cette méthode de collecte de données, car elle permet d'obtenir des données « authentiques » (Chauchat, 1996). En effet, ces dernières sont moins attachées aux schémas de réflexion et de formulation de l'enquêteur.

Toutefois, la qualité des données repose énormément sur la relation intervieweur-interviewé. (Chauchat, 1996). Pour mettre en confiance les différents acteurs culturels en fonction de la situation actuelle critique de la culture en tant de pandémie mondiale, nous avons décidé d'adopter un style socioaffectif. *W.Dijkstra et al*[2] *définit ce style centré sur la personne comme un processus dans lequel l'intervieweur doit faire preuve de compréhension, de sympathie tout particulièrement quand le sujet parait ému et mal à l'aise* (Chauchat, 1996, p.182). Cela permet même d'encourager l'interviewé à développer des points intéressants qui étaient omis dans la thématique par l'intervieweur (Chauchat, 1996).

2.3 La méthode d'analyse de groupe

Dans nos ateliers montois de mars 2021, nous avons réuni autour de la table des acteurs culturels, des acteurs sociaux et des experts de la culture pour discuter de la thématique *l'art urbain comme outil d'inclusion sociale*. En effet, qui mieux que ces acteurs pour saisir la manière dont la culture et le sociale collaborent dans la mise en place de processus inclusif à travers les arts urbains ? En effet, l'acteur du terrain possède cette connaissance pratique et immédiate contraire à celle du chercheur plus construit, distante et d'une connaissance réflexive. (Van Campenhoudt et al, 2005) Dès lors, nous construisons la connaissance à travers les expériences/récits amenées par les participants à l'atelier. Leur point commun est que tous les acteurs présents sont concernés par une problématique commune malgré leur positionnement professionnel différent.

Par ailleurs, cette méthode a pour but de s'inscrire dans une ambition démocratique visant le partage du savoir autour « d'une table ronde » (Van Campenhoudt et al, 2005). En effet, la

[1] Définition utilisée par les membres du CECCUT pour les ateliers CECCUT « Inclusion sociale, frontière et culture » du 22 et 23 avril 2021

[2] Dijkstra W., Van der Veen L. et Van der Zouwen J., A Field Experiment on interviewer-responent interaction in M. Brenner, J. Brown & D. Canter (Eds.), The Research. Interview- Use and Approches, London, Academic Press,pp.37-63.

reconnaissance mutuelle des enjeux communs et les opinions divergentes entre les différents participants occupant des positions différentes existent et sont acceptées au sein de ce type d'atelier de groupe. Cette vision rejoint la définition de Paul Ricœur qui définit comme démocratique une société qui se reconnait comme divisée et se donne pour finalité d'arbitrer, par le débat, ses conflits en y associant le plus grand nombre.

De plus, ce processus requiert également une première phase nommée la proposition de récit. Cette phase permet d'ancrer dans l'expérience concrète des participants (Van Campenhoudt et al, 2005). De plus, le récit évite que le chercheur émette ces impositions afin de répondre à ses propres préoccupations (Van Campenhoudt et al, 2005). En effet, les décisions des réflexions à aborder sont prises par les participants et non par les chercheurs.

En sommes, notre méthode de recherche se base sur des ateliers où le chercheur participe tout en gardant son rôle d'observateur. Son but est de guider les acteurs vers la thématique adéquate tout en leur laissant le choix des dispositions pour y parvenir. De plus, pour ce faire, l'entretien doit être semi-directif afin de ne pas entraver la liberté d'expressions et d'appréciation de chacun des participants. Enfin, pour permettre à chacun de dialoguer sur ses expériences en rapport avec la thématique, le chercheur met en place un récit qui oriente dès le début de l'atelier les participants.

3. RÉSULTAT ET DISCUSSION : LE PROJET DE MALORY

Dans ce point, nous vous communiquerons les résultats recueillis suite aux ateliers de groupes CECCUT montois de mars 2021 expliqués ci-dessus. Comme nous l'avons précisé antérieurement, nous sommes partis du récit suivant afin de guider les participants vers la thématique voulue : *Malory est un jeune danseur hip-hop de 20 ans vivant dans un quartier reculé. Malory aime beaucoup son quartier ses habitants. Il veut le rendre plus inclusif en utilisant notamment l'art urbain. Comment peut-il faire ?*

3.1 L'objet à mettre en avant

Tout d'abord, nous allons nous intéresser au schéma permettant à un jeune acteur culturel de mettre en place ce type de projet. *Un projet se définit comme une organisation transitoire qui comporte une série d'activités devant créer un produit particulier en un temps donné (Thiry-Cherques, 2006, p.15).* Dès lors, dans un projet urbain inclusif ou comme dans tous projets, nous devons définir notre objectif. Quel art voulant nous mettre en avant ? Dans quelle optique l'inclusion sociale sera abordée ? Voulons-nous promouvoir l'art, favoriser la rencontre ou bien les deux ? En effet, nous devons trouver l'objectif général, déterminer le cycle de vie du projet et le produit de ce dernier. De plus, nous devons également évaluer au préalable la complexité du projet.

Toutefois, en tant de pandémie mondiale, les workshops gratuits ou formations utiles à Malory pour acquérir ses compétences sont très restreints. Certes, de nombreux webinaires sont surement à la disponibilité des jeunes. Mais, cela viendrait supposer que Malory possède une connexion internet à domicile. Dès lors, nous remarquons que les personnes ayant un accès à internet limité sont fortement exclues de tous ces processus. Pour remédier à ce problème, nous avons conclu lors de l'atelier montois CECCUT qu'il serait intéressant de mettre en place des subventions permettant aux structures socioculturelles de fournir aux jeunes comme Malory une connexion internet suffisante afin qu'il puisse réaliser leurs projets.

3.2 De la répartition des tâches à la co-construction

Malory a besoin d'évaluer la plausibilité de son projet via des méthodes quantitatives précises. Mais toutes ces techniques demandent un personnel très qualifié et financièrement inaccessible pour un jeune acteur culturel. (Thiry-Cherques, 2006) Le jeune Malory ne peut pas se permettre ce type de dépense. De plus, il ne peut tenir compte des bénéfices qu'ils pourraient engranger, car la rentabilité d'un projet culturel est imprévisible, réduite, voire carrément inexistante, quand ce dernier se veut inclusif. (Thiry-Cherques, 2006) En effet, comme indiqué plus haut, notre vision de l'inclusion est un processus d'accessibilité à tous et d'intégration au sein de la société. La gratuité joue un rôle important dans ce type processus, car elle inclut dans le projet les personnes précaires. Dès lors, ce type de projet génère un bénéfice humain fort, mais néglige l'aspect financier.

Comment notre acteur peut-il dépasser ces obstacles financiers et pratiques ? Pour un aspect pratique, la répartition des tâches est primordiale. Pour ce faire, par exemple, le jeune Malory peut faire appel à des bénévoles pour diminuer ses couts. Dans l'environnement urbain, les causes sociales/humaines jouent un rôle important. *Dès lors, dans ce type d'environnement, nous pouvons nous permettre de demander aux participants de prester*

sans être payés pour telle cause. Par exemple, le but est de récolter de l'argent pour promouvoir l'art urbain dans des quartiers isolés. Dès lors, comme un consensus, les participants acceptent de ne pas être payés. (Atelier Ceccut Montois, 2021)

Mais au-delà de la simple répartition des tâches, nous sommes arrivées à la conclusion dans les différents ateliers que la co-construction reste un point important pour mettre en place ce type de processus au niveau local, mais également à l'échelle européenne. En effet, la démocratie participative avec la création de l'initiative citoyenne a fait son entrée depuis quelques années dans le droit de l'Union européenne afin de donner davantage de substance à la citoyenneté européenne. (Bertrand, 2013) Dans la littérature, l'ambition de la démocratie participative s'inscrit dans la mise en place de dispositif participatif afin de sensibiliser à la chose publique tout apprenant à réagir et agir en citoyen. (Bingen et al, 2015). Dès lors, nous saisons la volonté des institutions européennes a consulter le citoyen européen afin de renforcer la démocratisation de la gouvernance et la transparence.

Cependant, sur le terrain, la réalité est autre. Par exemple, prenons l'exemple de Malory. Lors des ateliers montois CECCUT, nous avons souligné la complexité des appels à projets et le système « d'entonnoir » qui en découle. Dès lors, Malory doit remplir un dossier pour un financement européen et si son projet ne convient pas il se voit refuser l'apport. Dès lors, rien n'est mis en place pour co-construire avec Malory afin de faire en sorte que son projet puisse aboutir en améliorant son dossier de candidature par exemple. Certes l'appel à projets donne sa chance à tous au départ, mais ne prend pas compte que tous les outils techniques et les connaissances pratiques pour la rédaction de ce type dossier ne sont pas à la portée de tous les acteurs culturels et en particulier des jeunes acteurs culturels.

3.3 Établir des liens avec les acteurs locaux via les maisons de jeunes et les ASBL

Le troisième point important qui est ressorti de nos échanges est la construction d'un réseau grâce auquel Malory pourra maitre en place son projet. Nous comprenons que ce dernier doit établir des liens avec les acteurs et entrepreneurs locaux pour développer son projet culturel dans son quartier. Toutefois, il reste assez compliqué pour un jeune de convaincre les entrepreneurs et institution publique à s'engager dans son projet. Dès lors, les acteurs sociaux sont en mesure de jouer ce rôle de médiateur entre Malory et ses différents acteurs locaux.

Tout d'abord, nous avons remarqué que dans les quartiers, les maisons de jeunes et les ASBL locales jouent un rôle principal dans la diffusion culturelle. Par exemple, lors de l'atelier montois CECCUT, nous avons relevé la bonne pratique de quatremille.be à Liège et cinqmille.be à Namur. Ces plateformes sont des initiatives locales qui proposent à la fois un agenda culturel alternatif et qui mettent en avant des artistes locaux via des interviews. Dès lors, ce type de processus permet à des jeunes comme Malory d'avoir de la visibilité grâce à des plateformes locales qui sont beaucoup plus à sa portée que les médias traditionaux nationaux.

Ensuite, les acteurs sociaux jouent également un rôle de formateurs auprès de ces jeunes. Lors de l'atelier montois CECCUT, nous avons soulevé les bonnes pratiques de certaines ASBL locales qui mettent en place des workshops gratuits dans lesquels les jeunes sont préparés à faire des appels à projets et son accompagné dans la réalisation de leurs projets. En réalité, ces acteurs répondent à l'absence de dispositif d'accompagnement très absent des projets culturels européens.

Par ailleurs, les acteurs sociaux vont également vers les jeunes, qui à l'inverse de Malory, ne sont pas conscients qu'ils ont l'opportunité de devenir des acteurs culturels. Dès lors, dans l'atelier CECCUT montois, nous sommes arrivés à la constatation que les structures d'entités socioculturelles jouent le rôle de lien entre les jeunes et la culture. Comment ? Ces structures proposent à ses jeunes de tester différents types d'expressions artistiques afin de les ouvrir sur un monde qui leur semblait inaccessible. Cette vision proactive permet d'aller vers le jeune au lieu d'attendre que ce dernier pousse une porte dont parfois il n'a même pas connaissance.

3.4 Le rôle du transfrontalier

Suite à la crise du coronavirus, les frontières n'ont jamais été aussi visibles en Europe et dans le monde entier. Aujourd'hui, nous devons refonder notre vision de l'Europe. Pour ce faire, pourquoi ne pas commencer par le transfrontalier ? En effet, la chercheuse Opilowska explique que les régions transfrontalières sont des microsomes qui regroupent de nombreuses problématiques européennes (Déleon, 2019).

Mais quel outil pouvons-nous utiliser ? Dans notre cas, nous avons décidé d'utiliser la culture. En effet, la culture représente un outil adéquat afin d'améliorer les échanges et favoriser la création de relations entre régions transfrontalières (Déleon, 2019). En effet, les actions culturelles

ont une certaine dimension représentationnelle et symbolique qui permet de créer et de véhiculer une appartenance liée à un territoire, à une aire géographique déterminée. (Perrin, 2019). Dès lors, nous remarquons que les acteurs culturels, les politiques et les acteurs sociaux peuvent interagir ensemble afin de mettre en place une Europe culturelle gage d'une unité dans la diversité. (Perrin, 2019).

Dans notre cas, nous avons étudié la situation de Malory sur un plan assez local. Mais nous avons conclu de l'importance des institutions européennes à co-construire avec les acteurs culturels locaux afin d'assurer le succès des projets culturels comme Mons 2015 par exemple. De plus, nous avons mobilisé dans notre atelier CECCUT Mons le bienfait des projets transfrontaliers en termes de visibilité et d'opportunité pour des jeunes comme Malory. Par exemple, nous avons pris l'exemple de coopération culturelle transfrontalière des Maisons folies à Lille et à Mons. Nous avons mis en lumière l'opportunité transfrontalière pour Malory de se produire dans les deux Maisons folies. En effet, dans ce cas, ce type de coopération met Malory en relation avec deux univers nationaux différents. Dès lors, ce dernier acquiert des compétences interculturelles dans une optique de partage de connaissance. De plus, le processus de passage de frontière serait plus accessible pour Malory. De ce fait, ce type d'initiative répond à la volonté de l'Union européenne de renforcer les politiques de promotion de mobilités juvéniles en Europe afin d'améliorer le sentiment d'appartenance européen. (Cicchelli, V, 2011)

CONCLUSION

Tout d'abord, lors de cette analyse, nous avons conclu que l'inclusion sociale se définit selon la situation à laquelle elle se rattache. Toutefois, elle a toujours pour but de transformer la société de sorte à la rendre plus équitable économiquement, socialement et/ou culturellement pour les personnes marginalisées au sein de celle-ci. En cela, l'art urbain défini plus haut comme accessible à tous par sa gratuité, sa volonté d'intégration et d'échanges pourrait être un vecteur permettant de mettre en place des processus d'inclusion sociale au sein de notre société chez les jeunes. Pour étayer cette constatation, nous avons mis en exergue quatre éléments permettant de mener à bien un projet culturel urbain inclusif par un jeune artiste.

En premier lieu, nous avons identifié les objectifs du projet en déterminant le produit, les valeurs et la complexité de ce dernier. Pour ce faire, nous avons mis en exergue l'importance de fournir aux jeunes voulant mettre en place une connexion internet. En effet, en tant de pandémie, la plupart des formations et workshops ont lieu en ligne. Sans une connexion internet, Malory n'a presque aucune chance de se former et de s'informer. Dès lors, nous avons mis l'accent sur l'important de mettre en place un budget à disposition des structures socioculture afin de fournir aux jeunes comme Malory une connexion internet.

En deuxième lieu, nous avons identifié les obstacles financiers et pratiques à laquelle un jeune acteur culturel peut être confronté. Par exemple, nous avons discuté de l'équipe « d'expert » nécessaire à la mise en place d'un projet culturel. Dès lors, nous avons mis le point sur l'importance de la répartition des tâches et de la co-construction pour permettre à Malory de mener à bien son projet. Cependant, nous avons identifié les manques de co-construction avec les acteurs culturels. Par exemple, dans les appels à projets européens nous identifions un manque de communication et d'interaction dû à l'absence de co-construction. Dès lors, cette situation crée de la frustration et amène à la démotivation du jeune acteur culturel à participer à un projet culturel européen. Dès lors, au lieu de renforcer l'identité européenne, ce type de processus pousse à développer l'euroscepticisme chez ce même acteur.

En troisième lieu, nous avons remarqué que les acteurs sociaux jouent un rôle de formateur et de tremplin pour les jeunes acteurs culturels. Dès lors, nous comprenons l'importance de mettre en place des processus de co-construction entre les initiatives culturelles européennes et les acteurs sociaux locaux afin d'établir des projets adaptés aux jeunes acteurs culturels comme Malory. De plus, nous avons mis en exergue que ces acteurs socioculturels mettent également en place des dispositifs d'accompagnement afin d'aiguiller les jeunes dans le monde de la culture. Enfin, les structures socioculturelles vont vers les jeunes qui se sentent trop éloignés des politiques socioculturelles afin de combler cette faille des plus gros projets européens qui ne s'intéressent à cet aspect par manque de temps, d'initiatives ou faisabilités.

En quatrième lieu, nous avons identifié l'opportunité d'une coopération transfrontalière pour mettre en avant les projets culturels d'un jeu acteur urbain comme Malory. En effet, grâce ce type de processus, le passage de frontière

parfois assez complexe pour un jeune acteur sera fortement simplifié. En effet, il ne devra pas tout recommencer à zéro dans la région voisine, mais sera déjà reconnu pour les projets qu'il a accomplis à l'intérieur de ces frontières. De plus, ce type d'initiatives renforce le sentiment d'appartenance des jeunes Européens qui se sentiront moins exclus des politiques publiques européennes.

En conclusion, au cours de cette analyse, nous avons identifié différents éléments permettant à un jeune acteur culturel de mettre en place un projet culturel urbain inclusif. Toutefois, toutes les recommandations émises sont applicables à l'ensemble des jeunes acteurs culturels européens, aux institutions européennes et aux différentes structures socioculturelles se retrouvant dans la situation de Malory. Mais une autre question se pose à nous aujourd'hui : Comment sensibiliser à la création artistique les jeunes qui à contrario de Malory ne se sentent pas concernés par ce type de projet ?

REFERENCES

Atelier Ceccut Montois (2021), l'art urbain comme outil d'inclusion sociale, Entretient de groupe du 12 et 19 mars 2021.

Benessavy A., Bouilleau S., Dahou-Fredi K., Legrand J., Simon M Et Toyer E. (2010), Le graffiti, un outil au service de ma ville éducatrice, N° 3, p.213-218, https://www.cairn.info/revue-specificites-2010-1-page-213.htm.

Besse L. (2015). L'action des maisons des Jeunes et de la Culture. Informations sociales, 4 (4), p.26-35. https://doi.org/10.3917/inso.190.0026

Bingen A. Et Pilet B., (2015), L'art de la participation, France, Éditions Universités Ouverte, p.224.

Bouquet B. (2015), L'inclusion : approche socio-sémantique, Vie sociale, 3 (3), 15-25. £ https://doi.org/10.3917/vsoc.153.0015.

Bourdieu P., La disctinction, France, les éditions de minuit, p.667.

Catz J. (2013), Street art mode d'emploi, France, Flammarion, p. 255.

Cefai D. (2003), L'Enquête de terrain, France, MAUSS, p.605.

Chautchat H. (1996), Exercices Corrigés, Méthodes D'Enquête en Psychosociologie, France, Dunod, p.200.

Cicchelli V. (2011), Les politiques de promotion des mobilités juvéniles en Europe. Informations sociales, 3 (3-4), p.38-45. https://doi.org/10.3917/inso.165.0038.

Deleon L. (2019), Capitales européennes de la culture dans les espaces transfrontaliers et sentiments d'appartenance européen, Université de Lille, http://www.ceccut.eu/assets/documents/CECCUT_Cahier-de-la-recherche-etudiante- 1.pdf.

Gzeley N., Laugero-Lasserre N., Lemoine S. Et Pujas S. (2019), L'art urbain, France, INEDIT, p.127.

Lemoine S., (2012), L'art urbain : du graffiti au street art, Gallimard, France, p.127

Lenoir D. (2016), Jeunes : le chemin parfois difficile de l'émancipation. Informations sociales, 4 (4), 3-3. https://doi.org/10.3917/inso.195.0003.

Kurlansky M., Naar J. Mailer Et Norman M., Graffiti de New-York, Paris, Chêne, p.127.

Perrin T. (2019), Capitales européennes de la culture et cohésion urbaine transfrontalière ; Thématique 1 : le sentiment d'appartenance, Numéro de référence : 599614-EPP-1-2018-1 - 2018-1 LU-EPPJMO-NETWORK, http://www.ceccut.eu/en/home/.

Thiry-Cherques H. (2006), Techniques de Modélisation de projets culturels, L'Harmattan, p.310.

Toupi (2021), Tous pour l'inclusion : Association d'information et de soutien pour l'inclusion des personnes porteuses de handicap cognitif, [En ligne], consultée le 5 mai 2021, https://toupi.fr/nous-connaitre-2/nos-missions-et-nos-projets1/.

Van Campenhoudt L., Franssen A. Et Canrelli F. (2009), « La méthode d'analyse en groupe », Sociologie [En ligne], Théories et recherches, consultée le 5 mai 2021. URL : http://sociologies.revues.org/index2968.html.

Ateliers :

Pre-Ateliers Montois (12 et 19 mars 2021), ateliers organisés dans le cadre du projet CECCUT

Ateliers Ceccut (22 et 23 avril 2021), ateliers organisés dans le cadre du projet CECCUT

ANNEXES :

Pré-Ateliers Montois : l'art urbain comme vecteur d'inclusion sociale

Organisateurs et animateurs : Fabienne Leloup et Bachir Laura

Premier atelier du 12 mars 2021 : Webinaire

Durée : 14-15 h

Quatre participants :

Fleur Sizaire, directrice de la maison culturelle de Quaregnon : la Maison propose au public un grand nombre d'activités artistiques, créatives. Musique, théâtre, peinture, artisanat, cinéma, littérature, bande dessinée, photographie…

Bernado Tuan Anh Do (sushis), danseur hip-hop et organisateur du Mons Streets festival : Un festival street art organisé en collaboration avec Mars et co-réalisé par la Maison des Jeunes de Cuesmes, le collectif Out of control, About it, Technocité, Images Fantômes, CJ La Flenne, le Plaza Art, Double Impro, Love Machine, Elora Pasin, Faker et M.U.R.

Marie Laurence Delforge, directrice de l'ASBL Pourquoi Pas Toi à Mons : Asscoiation sans butl lucratif transposant un projet local montois et ayant pour but l'insertion sociale et professionnelle d'adultes demandeurs d'emploi et d'enfant/adolescents de 0 à 15 ans.

François Chevalier, comptoir des ressources créative de Mons : association pour les créateurs par les créateur afin de les accompagner dans leur projet et d'agrandir leur réseau.

Deuxième atelier du 19 mars 2021 : Webinaire

Durée : 16-17h

Cinq participants :

Ophélie De Cicco, animatrice de la maison culturelle de Quaregnon

Christian Ducarreau, slam poète, photographe et comédien de la région de Mons

Alain Levêque, slam poète de la région de Mons

Rémy Mpuki-lutete, danseur et professeur Hip-Hop de la région de Mons

Muriel Loth, directrice de l'ASBL Blanc Murmure à Quaregnon : Ce laboratoire d'expression artistique est un centre d'Expression et de Créativité reconnu par la Fédération Wallonie Bruxelles depuis 1998/

Atelier CECUT : l'inclusion sociale

Le groupe du 22 avril de 9h-10 h 30 était animé par N.Popa et le secrétariat assuré par F. LeLoup. Il réunissait :

Robert Garcia - Consultant culture

Jean-Cédric Delvainquière, service Études et statistiques du Ministère de la culture

Catherine Cullen, ancienne chargée de Lille 2004 et culture à la mairie de Lille, experte de l'agenda 21 de la culture

Le groupe du 22 avril de 10h30-12 h était animé par F. Durand et le secrétariat assuré par T.Perrin. Il réunissait :

Maquet Jacques - Quality and impact Research coordinator

Sylvain Mengel-Coordinateur culture

Anne-Sophie MELLIN-directrice de 'association POLLEN et accompagnement de projets artistiques et culturels de territoires

Isabelle Vervust, directrice de médiathèque de Wattrelos

Maïté SCHENTEN, Coordinatrice de projets culturels Œuvres National Secours

Dorothée HABAY-LÊ -Directrice du GECT Alzette Belval-Gect

Le groupe du vendredi 23 avril 9h-10 h 30 était animé par F. Leloup et le secrétariat assuré par T. Perrin. Il réunissait :

Tania Brugnoni - Directrice 1532 ° Creative Hun Differdange

Viaggi Raffaele- Chargée de mission-Etude transfrontalières et projets européens

Marc Rettel-Programme Manager creative Europe- marc.rettel@agenceculturelle.lu

Olivier Sergent - Directeur Maison folie

Loïc Delhuvenne, directeur de l'agence de l'Eurométropole Lille

Coutrai-Tournai

Fleur Sizaire - Directrice du centre culturel de Quaregnon (Mons)-

Nicole Jemming - Chargée de mission égalité des chances chez Ville d'Esch-sur-Alzette

Emmanuel Vinchon - expert des capitales européennes de la culture, consultant culturel territoire

Loic Clairet, fondation Mons 2025

En parallèle, le groupe du vendredi 23 avril 9h-10 h 30, anglophone, était animé par F. Lamour et le secrétariat par C.Tursie

Corina Raceanu-Institut interculturel de Timisoara

Simona Fit, conseiller culture,Timisoara2023

Mihai Vilcea, Timis County Youth Foundation

Carmen Stojanovic- Directrice INTERREG

Ovidiu Miron - Timosoara 2021-European Capital of Culture Association

Université de Lille

Capitales Européennes de la Culture et développement urbain transfrontalier

Matthieu Delevoie (Laboratoire TVES - Université de Lille)
Sous la direction : Thomas Perrin et Pauline Bosredon (Université de Lille)

1. INTRODUCTION/ THÉMATIQUE DU TRAVAIL

1.1 Les capitales européennes de la culture

Le titre de Capitale Européenne de la Culture est une labellisation gérée par la Commission européenne qui est octroyée chaque année à une ou plusieurs villes ayant présenté leur candidature et proposé une programmation culturelle pour la durée de l'année civile. L'initiative proposée par Melina Mercouri et Jack Lang en 1983 a connu différentes phases et depuis les « festivals géants » organisés dans des grandes métropoles dont Athènes en premier lieu en 1985, les objectifs et critères de sélection se sont étoffés en adoptant un cadre légal afin de renforcer la cohésion entre États membres et le sentiment d'appartenance à une certaine identité européenne en incluant de plus petites villes, notamment d'Europe de l'est, loin des élites culturelles et souvent ignorées des tours-opérateurs, et parfois dans un contexte transfrontalier. A cela s'ajoute aussi de plus en plus fréquemment l'intégration de politiques de régénération urbaine dans les programmes culturels en particulier pour les villes ayant souffert de la désindustrialisation et désireuses de relancer leur attractivité et redorer leur image à l'international en suivant les préceptes de la nouvelle économie culturelle et créative.

1.2 Les opportunités urbaines et territoriales

La notion de « villes créatives » émerge au début des années 1990 avec les travaux notamment du sociologue britannique Charles Landry et de l'économiste américain Richard Florida pour qualifier des villes se caractérisant par un climat de tolérance et de diversité culturelle propice à attirer une « classe créative » à l'origine d'innovations technologiques et participant à l'attractivité des villes. Cette économie créative devient rapidement un nouveau paradigme dans les stratégies de développement de l'attractivité des territoires et de régénération urbaine des villes anciennement industrialisées par la réhabilitation de friches industrielles en de nouveaux clusters créatifs qui, en faisant grimper l'attractivité et le prix du foncier, brisent la spirale de dévaluation des quartiers alentours. Bien que parfois accusées de provoquer gentrification et ségrégation sociale, les politiques culturelles européennes se sont emparées de ces théories, comme lors de l'année 2009 que la Commission européenne a consacré « année européenne de la créativité et de l'innovation », et le programme des Capitales Européennes de la Culture n'échappe pas à la règle.

En 1990 Glasgow, ville fortement touchée par la désindustrialisation, devient la première Capitale Européenne de la Culture à inscrire son programme culturel dans une stratégie plus large de régénération urbaine par les services et la culture sous l'égide de Robert Palmer.

D'autres villes suivirent une démarche similaire les années suivantes comme Lisbonne en 1994, Copenhague en 1996, Turku et Tallinn en 2011, avec l'aménagement d'espaces culturels dans des lieux désaffectés et principalement des bâtiments industriels. Une étude du Parlement Européen sur la base des évaluations ex-post menées par ECORYS et de l'étude Palmer/Rae Associates de 2004 montre que les aménagements culturels présentés dans les programmes CEC sont aussi très souvent accompagnés par des travaux du domaine public comme l'aménagement de parcs, rues, places et espaces publics et même parfois des infrastructures touristiques ou de transport comme à Sibiu en 2007 ou Pécs en 2010[1] ; dénotant ainsi la volonté des villes candidates de ne pas circonscrire l'année culturelle à un événement culturel et festif uniquement. Cependant les projets d'infrastructures et d'aménagements présentés dans les programmes CEC font souvent partie d'une planification urbaine plus ancienne que l'année culturelle va simplement réactiver, tandis que s'engager dans de nouveaux projets peut s'avérer périlleux si la question de leur pérennisation une fois le taux d'occupation retombé n'est pas abordée, comme ce fut le cas à Thessalonique en 1997 et Weimar en 1999 ; la CEC serait donc plus accélératrice ou régénératrice d'une stratégie urbaine que réellement instigatrice.

Suite au traité de Maastricht rappelant la diversité culturelle de l'Union européenne et l'importance d'une coopération culturelle entre États membres, le cadre législatif du programme CEC a évolué en 1999 afin d'inclure notamment le critère de « dimension européenne » dans les conditions de sélection. Certaines villes se sont essayées à une plus grande coopération régionale voire transfrontalière comme Lille 2004 qui fut élargie à de nombreuses communes de la région et même par delà la frontière franco-belge, ou encore Essen en 2010 dont la CEC élargie à la Ruhr aboutit au projet TWINS, un réseau de 53 villes pour activer des réseaux culturels à l'échelle européenne. Néanmoins malgré la volonté affichée des CEC dans leur programme culturel, la dimension européenne se heurte souvent aux préoccupations et identités locales et se limite souvent uniquement à la participation d'artistes européens, tandis que le jumelage de villes, dans une dimension régionale comme transfrontalière, reste peu fréquent. Ces difficultés peuvent s'expliquer par de nombreux facteurs, des marchés économiques, bassins d'emploi et taxes sur les sociétés déterminées à l'échelon national ne facilitant pas les partenariats transfrontaliers, une rupture entre métropoles mondialisées et périphéries urbaines marginalisées, un euroscepticisme croissant notamment dans les régions frontalières et surtout l'absence de définition consensuelle d'une identité européenne commune.

2. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

Les Capitales Européennes de la Culture représentent donc une opportunité de développement urbain et territorial régional comme transfrontalier que les villes intègrent progressivement dans l'élaboration de leurs candidatures, leurs programmations culturelles et leurs projets d'infrastructure en vue de l'année culturelle. Après avoir évoqué quelques exemples majeurs de cette nouvelle dynamique il convient de s'intéresser à 4 CEC en contexte transfrontalier, passées ou à venir, que sont Luxembourg en 2007, Maribor en 2012, Guimarães en 2012 et Novi Sad en 2021 en s'appuyant principalement sur les bid books, les rapports d'évaluation et des entretiens avec des acteurs locaux impliqués dans l'année culturelle afin de rendre compte des dispositifs mis en place, des projets urbains initiés et de la manière dont la situation géographique fut appréhendée.

3. RÉSULTATS ET DISCUSSION

3.1 Luxembourg

Luxembourg 2007 est une première dans l'histoire du programme des Capitales Européennes de la Culture ; première édition élargie à toute une région, première collaboration avec une autre ville d'un pays alors non-membre de l'Union européenne, Sibiu en Roumanie, et première ville recevant le titre de CEC pour la seconde fois après la première édition de 1995. Le programme culturel de Luxplus 2007 s'est principalement concentré sur deux dimensions de la société luxembourgeoise contemporaine, à savoir la population jeune, changeante, diverse et « cachée », et le trafic pendulaire transfrontalier entre le Luxembourg et ses pays voisins puisque 44 % des emplois luxembourgeois sont occupés

[1] GARCIA B., TAMSIN C., 2013, « Capitales européennes de la culture : stratégies de réussite et retombées à long terme », page 89

par des travailleurs transfrontaliers[2]. De ce fait l'année culturelle s'est caractérisée par de nombreuses manifestations favorisant la rencontre entre luxembourgeois et travailleurs immigrés, comme le projet du Homesick Advice Bureau dans le quartier financier de Kirchberg ou encore les expositions « All we need » à Esch/Belval ou Transient City dans différents lieux publics de Luxembourg ; ainsi qu'une attention portée aux projets transfrontaliers au travers du GECT Grande Région. Suite à la première édition de 1995, et dans une stratégie plus large d'aménagement culturel voulu par le Grand-Duché, 568 millions d'euros furent investis entre 1995 et 2007 dans la rénovation ou la construction d'infrastructures culturelles et de nombreuses structures ont ouvert leurs portes comme le Casino, D'Coque ou le MUDAM, si bien que le comité exécutif de Luxplus n'a pas estimé nécessaire de lancer de nouveaux projets de construction d'infrastructures culturelles mais préféra se concentrer sur la reconversion d'espaces industriels délaissés en espaces culturels dans une stratégie plus large de régénération urbaine. A Luxembourg l'année culturelle s'est concentrée dans le quartier de Bonnevoie, autour de la gare centrale, avec les deux rotondes, anciennes remises de locomotives à vapeur, comme épicentre de Luxplus 2007. Ces deux rotondes bien que classées monuments nationaux, étaient abandonnées depuis plusieurs années mais furent réinvesties en 2007 pour accueillir quatre expositions d'art contemporain dans la première et des événements culturels, spectacles et festivals destinés principalement à la jeunesse dans la seconde.

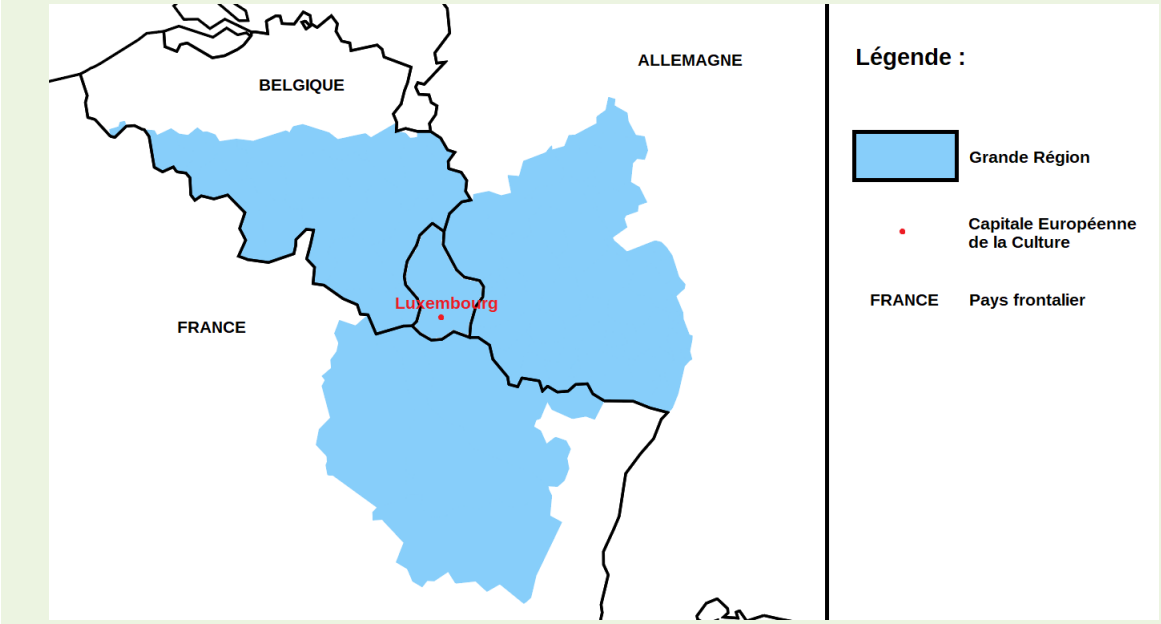
Suite au succès du réinvestissement des rotondes, la municipalité décida de les transformer en espaces culturels durables au travers de l'association CarréRotondes ; ainsi la première rotonde a rouvert ses portes en 2015 tandis que la seconde est entrée en phase d'avant projet. En face des rotondes un ancien dépôt de fruits et légumes, devenu lieu de squat après sa désaffectation, fut réinvesti par le projet Dance Palace, initiative du Centre de Création Chorégraphique Luxembourg (3CL). La réussite de ce projet impliquant divers partenaires de la Grande Région amena la rénovation du lieu et sa réouverture en 2011 en tant qu'espace de coworking et d'accueil d'une soixantaine d'artistes sous le nom de BananneFabrik. D'autres projets de reconversion de sites industriels ont émergé sur le territoire luxembourgeois et notamment dans le quartier de Belval à Esch-sur-Alzette avec la Halle des Soufflantes qui accueillit l'exposition « All We Need » puis est devenu un espace de stockage du MUDAM en attendant une potentielle rénovation.

Depuis les années 1970 déjà une coopération, principalement dans certains secteurs de l'industrie, existait entre le Grand-Duché du Luxembourg et certaines régions frontalières au travers de l'Eurorégion SaarLorLux qui s'est finalement mué en GECT Grande Région en 1995 et regroupe désormais le Luxembourg, les Länder de Sarre et Rhénanie-Palatinat en Allemagne, la Wallonie et les communautés germanophones et francophones en Belgique, et la Lorraine en France. Ainsi dans le but d'élargir cette coopération transfrontalière au domaine culturel et de promouvoir une identité européenne commune il fut décidé en mai 2000 d'élargir la CEC à toute la Grande Région. Pour autant le principe de territorialité fut appliqué dans l'évaluation des projets et la structure exécutive de Luxplus 2007 prit en charge uniquement les projets luxembourgeois tandis que chaque région constitutive de la Grande Région financèrent eux même leurs projets régionaux. De manière à chapeauter les projets transfrontaliers et mettre en relation les différents acteurs culturels de la Grande Région une structure transfrontalière fut établie en juin 2004 constituée de 2 représentants des 4 régions des 3 pays frontaliers (Wallonie, Lorraine, Sarre et Rhénanie-Palatinat) et 9 représentants luxembourgeois.

Cependant ce choix de la territorialité a amené de grandes disparités dans l'investissement des différentes régions dans l'année culturelle et alors que le budget total hors-Luxembourg alloué à l'année culturelle a atteint 12,36 millions d'euros, la seule ville de Trier a investi à hauteur de 5,2 millions d'euros tandis que la Wallonie n'avait prévu aucun budget spécifique[3]. Enfin bien que plus de la moitié des projets de l'année culturelle ont été portés par et uniquement au Luxembourg, les projets transfrontaliers représentent tout de même plus d'un quart des projets totaux (139 pour 584), et surtout les projets transfrontaliers représentent plus de la moitié des projets totaux dans les régions de la Grande Région hors-Luxembourg (102 pour 195). En avril 2008, l'association Espace culturel Grande Région, qui reprend pour logo le cerf bleu symbole de Luxplus 2007, est instituée pour pérenniser la coopération transfrontalière issue de l'année culturelle et renforcer le sentiment d'appartenance à une identité européenne commune au sein de la Grande Région.

[2] ECOTEC, 2009, « Ex-Post Evaluation of 2007 and 2008 European Capitals of Culture, Final Report », page 19
[3] Luxembourg and Greater Region : European Capital of Culture 2007, 2008 ,« Final report », page 76

Luxplus 2007 est souvent considéré comme un cas d'école en matière de coopération transfrontalière puisqu'elle fut la première CEC à faire de se dimension eurorégionale un axe déterminant de sa candidature en l'élargissant à toute la Grande Région. Cette démarche permit d'établir de nombreux partenariats transfrontaliers qui ont perduré notamment au sein du nouvel Espace Culturel Grande Région même si ces partenariats concernent surtout le Luxembourg et une autre région que des régions allemandes, françaises ou belges seules. Sans se lancer dans de nouvelles constructions le Luxembourg s'est aussi doté de nouveaux espaces culturels qui pour la plupart ont continué leurs activités les années suivantes en grande partie sous la coupole de l'association CarréRotondes. Avec la nomination d'Esch-sur-Alzette en 2022 la dynamique, à une échelle plus restreinte tout de même, semble se confirmer autour du cluster culturel et créatif de Belval.



3.2 Maribor

Maribor est le deuxième ville slovène et la première à être nommée Capitale Européenne de la Culture pour l'année 2012 grâce à sa proposition d'associer sa candidature à 5 autres villes de la moitié est de la Slovénie qui plut au Ministère de la Culture slovène. Tout comme Maribor qui est devenu un pôle régional important suite à l'industrialisation, les 5 villes partenaires que sont Murska Sobota, Slovenj Gradec, Ptuj, Velenje et Novo mesto, ont choisi de mettre en avant une thématique propre à chaque ville mais toujours en lien avec les énergies, et ont participé au financement du comité exécutif Zavod Maribor à près de 1,7 millions d'euros[4].

Le programme culturel de Maribor fut divisé en 4 volets visant à revitaliser le centre-ville par des événements culturels dans des lieux publics et promouvant des projets écologiques et sociaux en intégrant au mieux les habitants et la scène artistique et culturelle locale déjà bien fournie ainsi que l'Université de Maribor avec la plateforme de recherche artistique RAZ:UM.

Alors que le comité exécutif prévoyait d'investir 143 millions d'euros dans la création ou la rénovation d'infrastructures culturelles une crise politique nationale, impliquant notamment le maire de Maribor, et le contexte d'austérité amena une forte baisse des financements nationaux et

[4] DROBNAK S., 2014, « ECoC 2012 Organization and Finance »

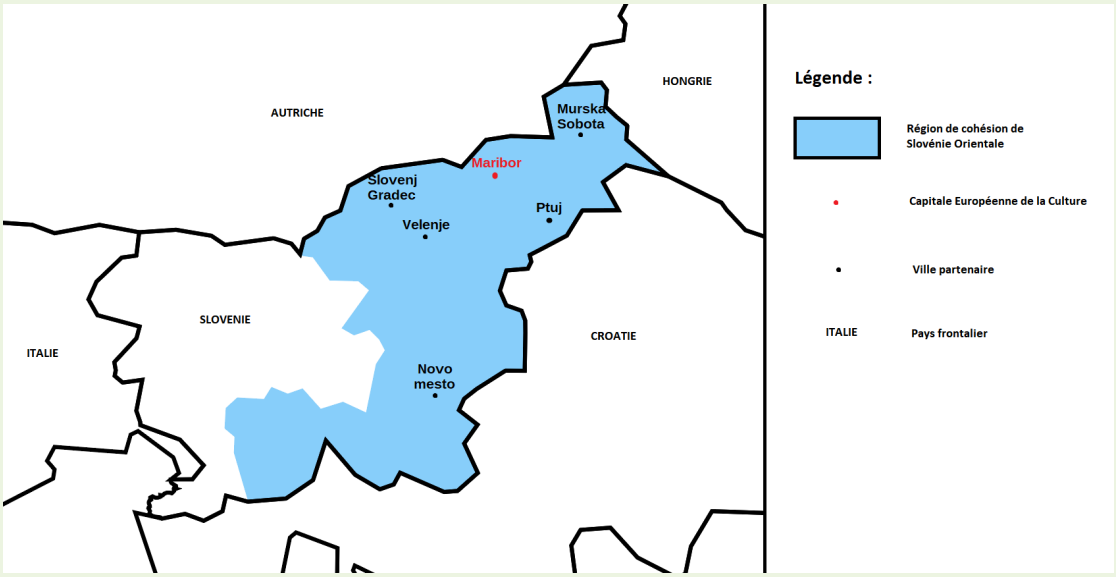
municipaux au point de menacer l'année culturelle. Ainsi le budget fut concentré sur la mise en place du programme culturel et de nombreux projets comme la rénovation de la Galerie d'Art, de la Librairie municipale, du centre culturel MAKS, la réhabilitation de l'usine Boris Kidrič ou encore l'artificialisation des berges de la Drave n'ont pas pu se concrétiser. Cependant d'autres projets plus modestes de réappropriation de l'espace urbain portés par les volets Town Keys et Urban Furrows ont vu le jour, avec notamment le Centre pour les Productions Autonomes et Alternatives (CAAP) créé pour l'occasion afin d'initier un changement de paradigme des politiques urbaines à Maribor.

Le premier volet, avec 233 projets sur les 308 que comporta l'année culturelle, se caractérisa par de nombreuses activités dans l'espace public afin de ramener la population au centre-ville tandis que le second développé dès janvier 2011 présenta des initiatives de développement intégré et durable sur les plans écologiques, culturels et sociaux impliquant les habitants. Parmi ces initiatives peuvent être cités la bibliothèque de graines de la Seed Guardians Association destinée notamment aux nouveaux jardins urbains communautaires réalisés en partenariat avec des universitaires agronomes, la coopérative Dobrina établissant des liens entre producteurs et consommateurs, le système de location, recyclage et réparation de vélo Teleport, ou encore les projets Digital Nomadism et Ethnotour visant à une meilleure intégration des minorités et plus particulièrement des populations roms. Assez paradoxalement les projets d'infrastructures ayant véritablement aboutis concernent surtout les villes partenaires avec entre autres l'ouverture du théâtre Anton Podbevšek à Novo mesto, du théâtre du Parc à Murska Sobota et du musée Hugo Wolf à Slovenj Gradec même si cela reste des projets initialement portés par les municipalités seules.

La programmation culturelle des villes partenaires fut évidemment moins conséquente qu'à Maribor mais une centaine de projets tout de même ont été réalisés dont 38 projets communs malgré que chaque ville se soit appuyé sur ses particularités culturelles sans pour autant mettre en place une programmation culturelle commune. Avec 500 000 visiteurs les villes partenaires ont d'ailleurs en proportion bien plus profité de l'année culturelle que Maribor en comparaison du flux touristique habituel dans ces villes peu connues, surtout pour les villes proches de la frontière autrichienne comme Slovenj Gradec puisque des partenariats avaient été réalisés avec Graz et Klagenfurt[5]. Les déboires que connut Zavod Maribor, le manque de temps et de budget, semblent d'ailleurs avoir poussé l'équipe a multiplié les partenariats et coproductions avec des acteurs européens et internationaux.

Malgré un contexte difficile l'année culturelle à Maribor s'est tenue dans de bonnes conditions et a permis aux acteurs culturels de tout l'est de la Slovénie de renforcer leurs relations avec des partenaires internationaux. Les projets d'infrastructures initialement prévus n'ont pas pu être concrétisés mais le CAAP a porté des projets innovants qui ont ramené les citoyens au cœur de la fabrique de la ville et continuent aujourd'hui d'alimenter de nouvelles politiques urbaines. La coopération entre villes partenaires et avec Maribor aurait pu être approfondie mais l'année culturelle aura mis en lumière ces villes peu connues.

[5] MARIBOR 2012 Public Institute, 2013, « From challenges to results », page 17



3.3 Guimarães

Souvent considérée comme le berceau du Portugal, Guimarães est une ville historique située au nord du pays qui joua un rôle important dans le développement de la langue et où se déroula en 1128 la bataille de São Mamede qui est souvent considéré comme l'acte de naissance de la nation portugaise. Ainsi cet ancien centre industriel et textile, qui devint en 2012 la troisième ville portugaise à accueillir le label Capitale Européenne de la Culture, est aujourd'hui une destination touristique importante et le centre historique de Guimarães est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Suite à la désindustrialisation la municipalité lança une vaste politique de régénération urbaine visant à acquérir d'anciens sites industriels pour les réinvestir en tant que lieux culturels notamment grâce au soutien des fonds structurels européens et la coopération avec la CCDR-Norte. La fondation Guimarães 2012 choisit donc d'intégrer l'année culturelle dans cette politique de régénération urbaine par la culture en s'appuyant sur une pluralité d'acteurs préexistants comme la fondation « A Oficina » qui gère les principaux équipements culturels de la ville depuis 1989 ou l'Université de Minho avec le projet CampUrbis.

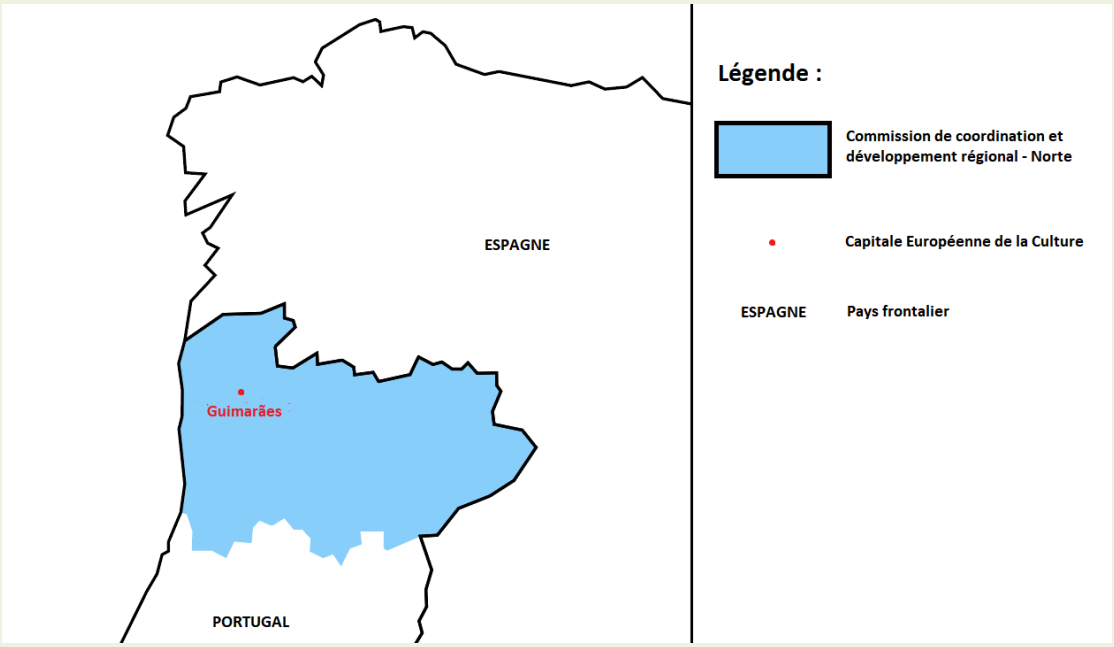
En prévision de l'année culturelle la municipalité de Guimarães a investi près de 41,7 millions d'euros d'investissements dans des infrastructures urbaines et culturelles avec le projet majeur de la Plateforme des Arts et de la Créativité inauguré en juin 2012[6]. Cet ancien marché couvert fut transformé en un espace multifonctionnel comprenant le Centre International des Arts José de Guimarães abritant une collection d'art tribal africain, chinois et pré-colombien, et un incubateur d'entreprises dédié aux industries créatives. Dans la zone de Couros, ancien quartier industriel réinvesti par une série de projet de requalification urbaine depuis les années 1990, la municipalité et l'Université de Minho ont lancé depuis 2006 un projet conjoint dénommé CampUrbis achevé pour l'année culturelle. Sur une friche industrielle d'environ 10 hectares fut installé un nouveau campus de l'Université du Minho comprenant notamment l'Institut du design, l'école autonome d'architecture, la formation de théâtre et le département de géographie ainsi que le Centre Ciência Viva, programme national de promotion de la culture scientifique, qui malheureusement est resté fermé depuis.

[6] ECORYS, 2013, « Ex-post Evaluation of 2012 European Capitals of Culture, Final Report », page 18

D'autres projets de transformations d'usines vacantes en espaces culturels ont été réalisés pour l'année culturelle comme à Creixomil avec l'ouverture d'un Centre des Affaires des Arts et d'Architecture, une Maison de la Mémoire et un Laboratoire du paysage qui présentèrent de nombreux événements en 2012 mais qui, en raison de l'absence d'une réelle programmation culturelle et des problèmes d'inondation, sont restés fermés depuis. Enfin des travaux de voirie et de requalification de l'espace public furent menés comme avec l'aménagement d'une esplanade et un couloir piéton face à la Plateforme des Arts et de la Créativité, ainsi que d'autres travaux de rénovation de bâtiments dans un contexte patrimonial en différents points de la ville et au Monte Latito, le centre historique comprenant le château de Guimarães, la chapelle Saint-Michel et le palais des ducs de Bragance.

La ville de Guimarães a connu une augmentation de 107 % des visiteurs en 2012 qui s'explique surtout par une augmentation des visiteurs étrangers, pour moitié originaires de l'UE, montrant ainsi que l'année culturelle permit de rendre plus présente Guimarães sur la scène touristique et culturelle internationale[7]. Pour autant la coopération régionale et transfrontalière lors de Guimarães 2012 est restée très limitée et ne semble pas avoir été une des préoccupations principales de la municipalité puisque hormis quelques événements culturels dans la périphérie proche, surtout à São Mamede, le rapport d'évaluation ex-post ECORYS ne rapporte aucune coopération régionale, pas même avec Braga, située à une vingtaine de kilomètres, alors Capitale Européenne de la Jeunesse.

Grâce à une pluralité d'acteurs et un soutien important de la municipalité, l'année culturelle a été un succès mais aucune coopération transfrontalière ni même régionale n'a vraiment émergé probablement car la ville n'y a pas vu d'intérêt. La stratégie de régénération urbaine amorcée depuis quelques années déjà s'est vue accélérée par l'année culturelle et les projets de reconversion ont été nombreux mais malheureusement tous n'ont pas perduré par la suite souvent à cause de l'absence d'une programmation culturelle suffisante.



[7] Ibid, page 28

3.4 Novi Sad

Initialement prévu pour 2021, le label Capitale Européenne de la Culture sera attribué à Novi Sad, capitale de la province autonome de Voïvodine, en 2022, l'une des rares villes d'un État non-membre de l'Union européenne à accueillir l'événement et la première en Serbie. Ville diverse de minorités ethniques notamment hongroises, slovaques, croates, et religieuses, le deuxième centre économique et industriel de Serbie possède une histoire ancienne et a joué un rôle déterminant dans la naissance de l'identité serbe avec la Matica srpska. La ville présente un milieu culturel relativement conséquent avec de nombreuses infrastructures comme le Théâtre National Serbe ou l'Académie des Arts mais est surtout une ville de festivals importants, avec le festival EXIT particulièrement, et depuis peu un développement remarquable des industries créatives et du jeu vidéo. La municipalité souhaite aussi élargir le périmètre de sa candidature à sa périphérie en associant 3 villes partenaires, Beočin, Irig et Sremski Karlovci (AREA 21[8]) et perçoit cette année culturelle comme une opportunité de faire resurgir une coopération transfrontalière traditionnelle dans la région du Banat au travers de l'actuelle eurorégion DKMT avec Timişoara désignée CEC la même année.

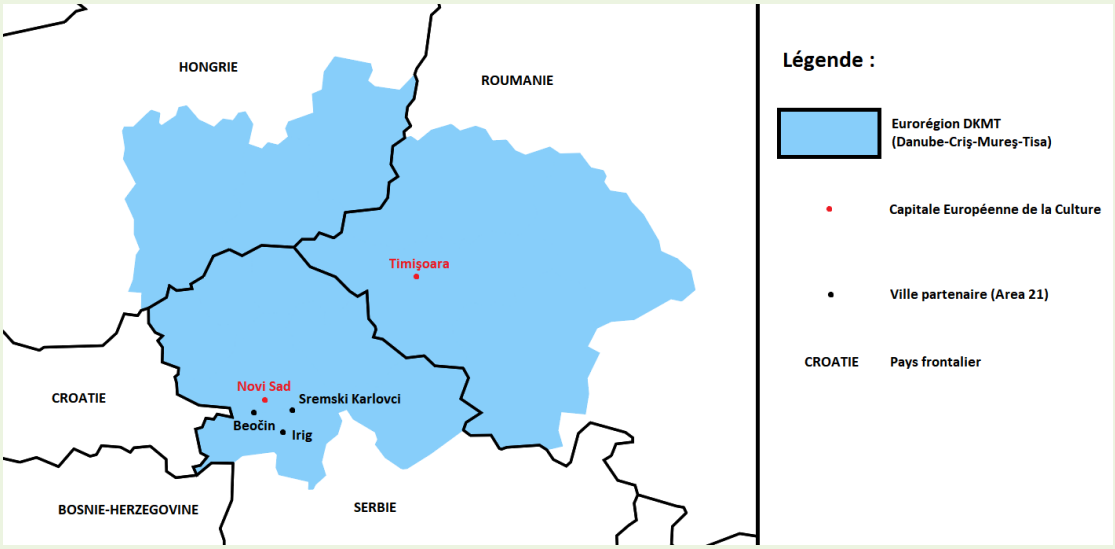
Ayant à disposition un budget limité la municipalité a choisi de se concentrer sur la remise en valeur du patrimoine afin de revitaliser l'héritage historique et culturel de la ville dans un but touristique en se concentrant principalement sur les berges du Danube et la forteresse de Petrovaradin qui accueille déjà une colonie d'artistes depuis plus de 60 ans et dont les ateliers d'art et nouveaux espaces d'exposition formeront le lieu principal du premier thème du programme Cult-Tour, dénommé « Bastion de la Créativité ». Le deuxième thème du programme culturel, « Polis jeune et créative » a pour projet le plus marquant la rénovation complète d'un ancien complexe industriel de 40 000m², lieu créatif informel connu sous le nom de « China Town », avec l'implantation de lieux d'expositions, de bars et restaurants, de nouveaux festivals et d'espaces de coworking dans une stratégie de développement des industries créatives. D'autres rénovations autour de l'entrepôt tchèque, monument culturel protégé servant actuellement de dépôt pour la Matica srpska, la maison de Mileva Marić, la femme d'Albert Einstein ou encore l'ancien château de l'Egység sont également prévus.

Au regard de la pluralité des minorités nationales, souvent regroupées dans des quartiers qui leur sont propres, la municipalité souhaite profiter de l'événement pour appuyer le dialogue interculturel et impliquer les citoyens dans le programme culturel en mettant en place un réseau de stations culturelles, actuellement au nombre de 7, à Novi Sad et dans sa périphérie. Dans cette même démarche la municipalité a choisi de financer de petits projets nommés « urban pockets » qui consistent en des interventions dans l'espace public à l'initiative des habitants ; une quarantaine auraient déjà été réalisés.

Au sein de l'eurorégion DKMT, la coopération transfrontalière est historique depuis le Banat mais fut mise à mal durant l'histoire récente sous les régimes socialistes et se reconstruit peu à peu autour du Danube avec notamment le « Danube Day », une série de festivals transfrontaliers lors desquels les communautés vivant de part et d'autre du fleuve se rencontrent. Pour autant le comité exécutif de Novi Sad semble bien moins soutenu par les pouvoirs publics que celui de Timişoara dont est originaire la majeure partie des tentatives de coopération transfrontalière comme en témoigne le chantier de l'EuroVelo route 6, achevée côté roumain mais pas côté serbe. D'ailleurs, alors que la pandémie de Covid-19 a obligé Timişoara et Novi Sad à reporter l'événement, les deux villes n'ont pas su s'accorder sur la date de report et les deux CEC se dérouleront finalement sur deux années différentes.

L'année culturelle à Novi Sad n'a pas encore débutée mais les projets de réappropriation de l'espace public par les habitants ont déjà été engagés montrant la volonté de la municipalité de se saisir de l'événement pour appuyer le dialogue interculturel. Contrairement à son homologue roumaine, la ville de Novi Sad semble encore souffrir d'un certain désintérêt des pouvoirs publics qui perçoivent l'événement uniquement comme un grand rassemblement de festivals et performances artistiques. Les financements privés sont trop peu nombreux et les possibilités de subventions européennes encore méconnues ce qui pousse le comité exécutif à se concentrer sur des projets modestes mais pas vains pour autant puisqu'une prise de conscience semble s'amorcer.

[8] Référence au code postal des municipalités concernées



4. CONCLUSION

Malgré quelques imperfections les expériences Capitale Européenne de la Culture restent positives et apportent un développement urbain et territorial manifeste dans les villes hôtes, principalement comme catalyseur de projets non pas prévus spécifiquement pour l'année culturelle, mais que cette dernière vient relancer. Ces projets consistent la plupart du temps en la reconversion de sites industriels en friche, dans des villes qui ont connu la désindustrialisation, en des espaces culturels participatifs. Le principal défi subsistant est la pérennisation de ces projets car sans stratégie à long terme il n'est pas rare qu'ils cessent une fois l'engouement de l'année culturelle passée et les flux touristiques retombés.

Pour cela il paraît important de construire ces projets en collaboration avec le milieu culturel existant, en impliquant au mieux la municipalité et en faisant participer différents acteurs de la société civile, investisseurs privés, milieux associatifs, universitaires et habitants. Enfin la plus grande difficulté réside dans le respect d'une dimension européenne, souvent mal comprise et complexe à développer face aux préoccupations locales, mais cela s'inscrit dans une remise en question plus générale de la culture comme instrument d'intégration européenne, comme le montre par exemple le déclin des projets INTERREG ayant trait à l'héritage culturel et aux arts qui ne représentent plus que 10 % des projets financés sur la période 2014-2020 contre près de la moitié lors des deux programmations précédentes[9].

[9] LAMOUR C., DURAND F., 2019, « European Capitals of Culture across state borders », Transforming Cities, Paradigms and Potentials of Urban Development Within the « European Capital of Culture », page 47

REFERENCES

Liefooghe C., 2010, « Économie créative et développement des territoires : enjeux et perspectives de recherche », Innovations 2010/1

Autissier A.-M., 2018, « Capitales européennes de la culture : des priorités contradictoires et une notoriété inégale », Sociétés n°140 2018/2

Sarmento J., 2014, « O caso de Guimarães, Capital Europeia da Cultura 2012 », Fundos estruturais e cultura no período 2000-2020, Instituto de Geografia e Ordenamento do Território – Universidade de Lisboa

Turşie C., Perrin T., 2020, « Assessing the social and cultural impacts of the European Capital of Culture programme in cross-border regions », Eastern Journal of European Studies, Volume 11

Ecotec, 2009, « Ex-Post Evaluation of 2007 and 2008 European Capitals of Culture, Final Report »

Luxembourg and Greater Region : European Capital of Culture 2007, 2008 ,« Final report »

Ecorys, 2013, « Ex-post Evaluation of 2012 European Capitals of Culture, Final Report »

Maribor 2012 Public Institute, 2013, « From challenges to results »

Sušec N., 2015, « The evaluation of the effects of the European Capital of Culture event on the city of Maribor and Guimarães », Master's thesis, University of Maribor

Ecorys, 2013, « Ex-post Evaluation of 2012 European Capitals of Culture, Final Report »

Sarmento J., 2014, « O caso de Guimarães, Capital Europeia da Cultura 2012 », Fundos estruturais e cultura no período 2000-2020, Instituto de Geografia e Ordenamento do Território – Universidade de Lisboa

City Of Novi Sad, 2015, « Novi Sad 2021 Bid Book »

Radoi I., 2020, « European Capital of Culture, Urban Tourism and Cross-Border Cooperation between Romania and Serbia », Journal of Balkan and Near Eastern Studies

European Capitals of Culture and Urban Development

Dana Turcan (West University of Timişoara)

Abstract :

The study aims to analyse the impact of impact of awarding the title of European Capital of Culture (ECoC) on urban development, with a case study on the cities of Novi Sad and Timișoara. The research question is: how the title of European Capital of Culture contributes to the urban development of cities? I analysed the cultural infrastructure of the two cities in the ECoC context. The title itself of European Capital of Culture provides, in the medium and long term, premises for further urban development and regeneration. I comparatively studied the cultural strategies of both cities, their bid books and implementation plans, finding common approaches as well as elements of cultural specificity.

Keywords: urban development, urban regeneration, cultural heritage, European Capital of Culture, Cultural Strategies, Timișoara, Novi Sad.

1. INTRODUCTION - THÉMATIQUE DE TRAVAIL

In a globalized economy, the urban areas are engines of the economic development, with a direct impact on the quality of life of the citizens of the European Union, by increasing economic competitiveness. Therefore, the challenges arising from the urbanization of a globalized economy are solved in an integrated and balanced approach as the major aspects of the urban development are: economic, environmental, social, territorial and cultural[1].

The European Union's urban agenda focuses on three pillars[2], which take into consideration a funding increase for urban development through a better standardization of funding sources. The manner of integration of financial mechanisms to support urban development (including through entities such as ESIF – *European structural and investment funds*) is correlated with a better knowledge of practices specific to European urban diversity. The aim is, practically, to identify specific solutions to solve the major challenges related to urban development. Such an objective can also be achieved by analysing the successful experiences associated with urban areas, as is the case of ECoC cities.

In this paper we aim to highlight the complexity of the urban development process in a cultural context, focusing on the cultural infrastructure projects of two cities that are implementing public policies associated with ECoC title, Novi Sad 2022 and Timișoara 2023.

The title of European Capital of Culture has been granted since 1985, at the initiative and recommendation of the European Commission, through a selection initially made by the Council of Ministers. If in the beginning this action was seen as a recognition of the cultural prestige that established European metropolises already had, later various other categories of cities were considered, in the sense that the cultural dimension is no longer seen as an intrinsic value, but as a vector of socio-economic development[3].

The 1990 Council of the European Union resolution provided an opportunity for not only Member States but also other European countries to participate in this program. At the same time, the selection process was modified by introducing competition between the participating states, every two years. The Council was to choose two winning cities that would have a 5–6-year period to plan the program. In 1999 the European Parliament and the EU Council decided to change the name of the program to the European Capital of Culture, the objectives remaining the same. A new decision was taken in 2006, introducing three new changes: the establishment of a monitoring panel to assess the progress of the winning cities and provide them with recommendations for meeting the proposed objectives; the offering the Melina Mercouri award following the positive evaluations; the introduction of the obligation to analyse the success of the project in relation to the fulfilment of the purpose of the program and its objectives.

As stated in the 2010 United Cities and Local Governments resolution, culture is becoming the fourth pillar of sustainable development, along with economic growth, social inclusion and environmental balance. The city thus becomes a pole of regional sustainability, and the title of ECoC comes not only to enshrine, in a manner similar to UNESCO titles, a reality already recognized, but also to amplify the factors that have generated social and cultural evolution from the beginning. favourable. The impact of this accumulation of economic, historical and cultural circumstances on cultural infrastructure projects is the subject of this research[4].

[1] Urban Agenda for the EU. Pact of Amsterdam, (2016), p. 4, available at https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/urban-development/agenda/pact-of-amsterdam.pdf
[2] Ibid p. 5
[3] Urbancikova Natasa, *European Capitals of Culture: What Are Their Individualities, Theoretical and Empirical Researches in Urban Management*, (vol. 13, November 2018), p. 43.
[4] United Cities and Local Governments, *Culture: Fourth Pillar of Sustainable Development*, p. 4, available at https://www.uclg.org/sites/default/files/9890675406_%28EN%29_culture_fourth_pillar_sustainable_development_eng.pdf

2. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

(THE OBJECTIVE OF THE RESEARCH. RESEARCH QUESTION. THE RESEARCH METHODOLOGY)

In the present study we intend, first of all, to analyse to what extent the cultural factor, augmented by the conferment of the ECoC title, contributes to urban development. For this purpose, the research question is: *how does holding the title of European Capital of Culture contribute to the urban development of the cities of Novi Sad 2022, Timișoara 2023?*

The study will seek to analyse and monitor the implementation of the objectives assumed in the Bid Book, in conjunction with the cultural strategy of the cities, specifically focusing on urban centres Novi Sad and Timișoara. The monitoring indicators related to the activities associated with the ECoC title will also be studied.

Subsequently to the general research question, we can highlight several secondary objectives, such as:

- Highlighting the urban development as an objective of the cultural capital city, in the Bid Books
- The up-to-date stage of the implementation of the large urban development and regeneration projects
- The urban development in the vision of cultural actors in the context of suitable spaces for the implementation of cultural projects in the city
- The challenges of the local administrations in stimulating and encouraging the cultural activities through urban and territorial development approaches
- The impact of reconfiguring the activity schedule in the context of the pandemic, in this case postponing Novi Sad for 2022, respectively Timișoara for 2023. Initially, Timișoara and Novi Sad had won the ECoC title for 2021.

The purpose of this case study is in the spectrum of qualitative research, by using the methods of documentary analysis from the primary source (Bid Books of the Timișoara and Novi Sad Association) and semi-structured interviews with the decision makers in the field of culture.

Regarding the documentary analysis and considering the secondary research questions/ objectives mentioned, we consulted the Bid Books of the Associations from Timișoara and Novi Sad, in order to look for those elements that describe and respond to the present study. The analysis of the documents was made based on pre-established and comparatively analysed criteria, and this allows the possibility to obtain meanings and to contribute to the development of empirical knowledge on this subject.

About the second method of the qualitative research, we conducted five semi-structured interviews in March-May 2021 with the decision makers available in the field of culture, in order to highlight both the documentary analysis and the contribution of the ECoC program and to identify good practices in the field of urban regeneration / development, revived, revitalized cultural spaces. The criterion according to which the respondents were chosen is, first of all, the degree of involvement in the Timișoara European Capital of Culture and Novi Sad European Capital of Culture project. As a working tool, we used a grid of interviews that facilitated the collection of data for the above-mentioned purpose and highlighting the mode of urban development, the stage of implementation of proposed projects, delays caused or not by the COVID-19 pandemic. The profile of the respondents is represented in the Table 1.

The analysis of the data from the interviews were grouped into four sections, closely related to the purpose of the previously mentioned topic: perception of the amplitude of the project, barriers in implementing the cultural program, factors that determine the implementation of the cultural program, progress and impact of the cultural program.

These two methods also have a research limit, given the fact that the answers of the five decision makers cannot be considered exhaustive for the study issue. Also, in order to record the level of the urban development, the study needs to be completed with an analysis of the evaluation reports following the implementation of the program, reports that are not available at the date of elaboration of this study.

Table 1: Profile of respondents

I1	REPRESENTATIVE OF LOCAL PUBLIC ADMINISTRATION TIMIȘOARA
I2	REPRESENTATIVE OF THE TIMIȘOARA CULTURAL ASSOCIATION 2023
I3	REPRESENTATIVE OF THE TIMIȘOARA CULTURAL ASSOCIATION 2023
I4	REPRESENTATIVE OF THE COUNTY CULTURAL INSTITUTION, TIMIȘ
I5	REPRESENTATIVE OF THE NOVI SAD CULTURAL ASSOCIATION

3. RÉSULTATS ET DISCUSSION

(THE RESULTS OBTAINED AND THEIR INTERPRETATION)

Under this section, we will focus on the results of the literature review and point out, with reference from the data from the conducted interviews, those questions that answer the research question of this study - i.e. which is the capacity to produce results on the number of revived or reconverted spaces for cultural purposes, respectively the assessment of the cultural impact of cities' investments in correlation with the ECoC, in the context of lasting political commitments, able to support large-scale initiatives. It will be analysed, therefore, the stage of the infrastructure interventions mentioned in Bid Book Timișoara, respectively Novi Sad. To clarify the context, we recall that in December 2020, according to a press release issued by the Ministry of Culture[5], the EU Council decided that Timisoara will become the European Capital of Culture in 2023, two years later than originally planned, from the cause of the pandemic caused by COVID-19, which negatively affected tourism, initiatives and the organization of cultural events. At the same time, the capitals of Rijeka (Croatia) and Galway (Ireland) were allowed to keep their titles until April 2021 for the completion of the cultural program assumed and postponed due to the pandemic.

The same thing happened in the case of Novi Sad (Serbia), which was to become the ECoC in 2021, but the European Commission decided to postpone the award until 2022.

Subject to both cities, Timișoara and Novi Sad, the extension of time until the implementation of the program will allow overcoming the current crisis in tourism and culture and will mobilize the necessary investments for the proposed rehabilitation. Thus, Timișoara will have two more years to implement a recalibrated version of its program.

In both Timișoara and Novi Sad, the effect of the pandemic was to increase the amount of insecurity on all levels, from the lack of investors to health safety measures. In addition, travel restrictions have dramatically reduced opportunities to enter into European and international partnerships to implement the proposed programs. The pandemic had a devastating effect on efforts to meet the proposed deadlines, slowing down the development of projects that should normally have already been completed.

[5] http://www.cultura.ro/timisoara-va-fi-capitala-europeana-culturii-2023

3.1 Bid Book of the city of Novi Sad

The Bid Book of Novi Sad starts from a broader understanding of the cultural component in terms of urban development, culture being seen as a way of life[6]. Therefore, a close connection can be distinguished between cultural and social impact, with direct effect in terms of strengthening or improving factors and elements such as: social capital, social cohesion, social inclusion of marginalized groups, intercultural dialogue and interethnic tolerance, mobility of youth in the EU, solidarity and volunteering, civil society, social innovation, and others[7].

Complementarily, the Novi Sad Bid Book presents, subsequent to the cultural strategy of the city, four pillars associated with the ECoC title, namely: public cultural institutions, independent cultural scene, creative-cultural industries, daily life of citizens[8]. The principles that integrate these major strategic trends are related to what could be called cultural decentralization, by reconnecting different community activities to isolated social groups, by strengthening individual and organizational capacities for participation in economic, political and cultural life, and by locating entities of cultural infrastructure in terms of the reconstruction and creation of new public spaces that facilitate cultural meetings, development and entrepreneurship[9].

Cultural decentralization, with specific orientation towards the integration of disadvantaged or neighbouring border areas, is in line with the features derived from the geographical location of the city, part of the Danube basin and, implicitly, the cultural area represented by the Danube regions. The common attributes of these regions are represented not only by the similar historical past, under complex Byzantine, Ottoman or Habsburg influences, but especially by a special multi-ethnic and multicultural dynamic with global significance in terms of cultural trends, emblematic of the European multinational treasure. Novi Sad is located in the centre of these Danube influences that consolidate geographically and culturally the unity in European diversity[10], a fact attested by the network of twinned cities, localities among which is, not coincidentally, Timișoara[11].

The strong trend of the cultural decentralization can be seen not only from the directions presented in the Bid Book in terms of cultural infrastructure development initiatives through an equal orientation of resources, which does not discriminate, for example, between the historic centre and disused industrial areas, but and from the research interview. Thus, the most important legacy of the ECoC title is represented by the Cultural Stations, which means an interconnected network of areas where artists, especially those independent or associated with areas of urban periphery, find a framework suitable for cultural manifestations and interaction. In addition to the four Cultural Stations come not only urban regeneration initiatives, such as the renovation of the Petrovaradin Fortress or the conversion of former large industrial spaces, such as China Town or the Czech Storage, but also what would be called Creative Districts, along with of 46 Urban Pockets.

According to the Bid Book, the infrastructure[12] projects under consideration are described in the Table 2.

The Novi Sad Bid Book proposes to confirm the aspiration of the city to leave behind the second half of the twentieth century, in order to establish itself as a city worthy of the ECoC title. Through its cultural strategy, Novi Sad wants to reconnect with the European cultural environment. The city prides itself on its multiculturalism, multiethnicity and tolerance and can be an appropriate space to address many European social issues.

The candidacy of the city for the ECoC title has led to a reconsideration of its cultural heritage, this aspect involving the introduction of government strategies at the local level, but also an urban rebranding. Novi Sad obtained the title of ECoC due to several factors: first of all, the city is characterized by its multi-ethnic structure that includes about 15 ethnic groups in addition to the Serb majority - Hungarians, Slovaks, Germans, Romanians, Montenegrins, etc. Then, the strategic location of the city on the banks of the Danube River, 70 km from the state capital, offers many opportunities for development.

[6] Bid Book Novi Sad, p.24, available at: http://novisad2021.rs/wp-content/uploads/2015/10/Novi-Sad-2021-Bid-Book.pdf
[7] Ibid
[8] Ibid, p.22
[9] Ibid
[10] Bid Book Novi Sad, p.30, available at: http://novisad2021.rs/wp-content/uploads/2015/10/Novi-Sad-2021-Bid-Book.pdf
[11] Ibid

Table 2: The infrastructure[12] projects according to the Bid Book

CULTURAL INFRASTRUCTURE	TYPE OF WORKS (construction/ renovation /interior decoration)	INVESTMENT AMOUNT (EUR)	PREDICTED TIMEFRAME FOR WORK (years)	SOURCE(S) OF FINANCING
Youth Creative Polis (cultural hub)	Renovation	3,894,948.89	2016 - 2020	City of Novi Sad, EU Funds, Private investors and other
Fortress and Fortress suburb (independent cultural scene)	Renovation, interior and exterior decoration	5,500,000.00	2017 - 2019	City of Novi Sad, and EU Funds
Czech warehouse (Residence)	Renovation	750,000.00	2017 - 2019	City of Novi Sad, and EU Funds
Squares and parks (indoor supermarkets, cinemas and theatres)	Construction and renovation	1,700,000.00	2016 - 2019	City of Novi Sad,
Urban "pockets"	Renovation	750,000.00	2017 - 2020	City of Novi Sad, EU Funds, Private investors and otherEU Funds and other
Art colonies, cultural facilities and accommodation facilities for artists in AREA 21	Construction, renovation	2,980,000.00	2016 - 2019	Partner municipalities (AREA21)
Smaller facilities for artistic creative work, education of citizens and performances of amateur artists throughout Novi Sad and AREA 21	Renovation	500,000.00	2017 - 2020	City of Novi Sad
Egység – art hub	Renovation, interior decoration	500,000.00	2017 - 2019	City of Novi Sad
Libraries, museums, theatres of national minorities	Renovation, interior decoration	900,000.00	2016 - 2020	EU Funds and other
Info centres for art and culture in all abovementioned infrastructural facilities	Interior decoration	500,000.00	2016 - 2020	City of Novi Sad and EU Funds
		TOTAL: 17,974,948.89		

Novi Sad also has a reputation as a cultural centre, hosting more than 20 artistic and cultural societies and an impressive number of cultural institutions, such as the oldest cultural and scientific institution in Serbia - Matica Srpska, National Theatre, Vojvodina Museum etc.

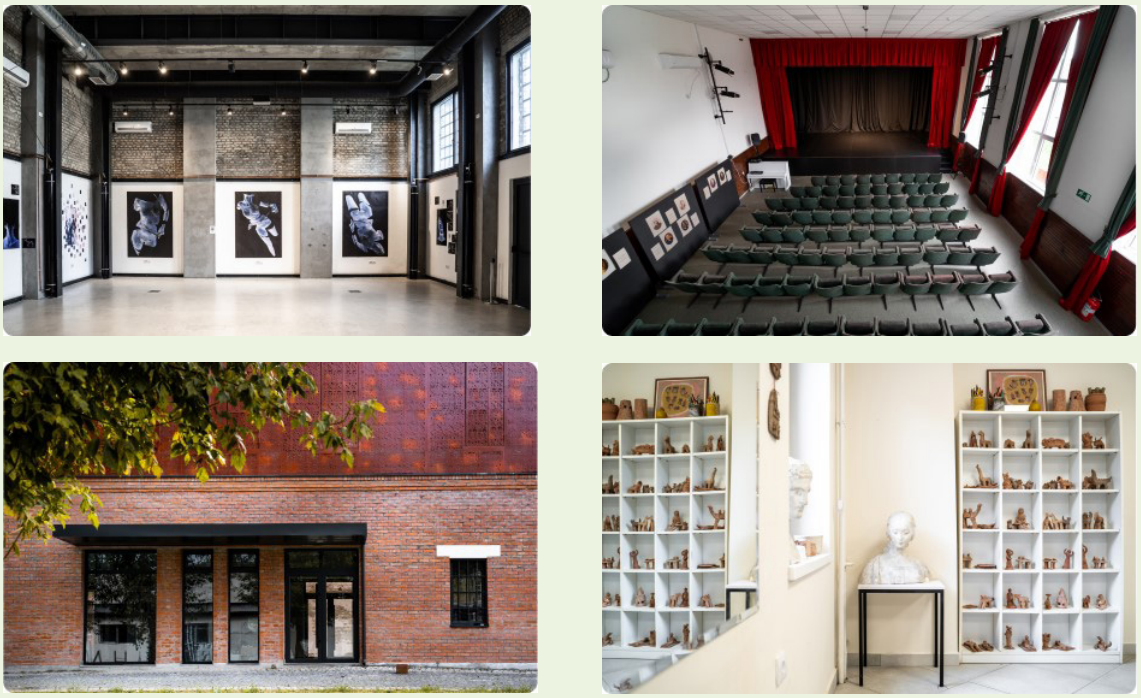
In terms of its architectural heritage, due to the privatization process that began in the transition period in the early 2000s, Novi Sad was exposed to a rapid commercialization of the urban space. Unregulated investments have initiated uncontrolled construction of residential spaces, endangering national identity in some areas. The construction plans were not able to meet the needs of the real estate market and resulted in the emergence of a questionable quality in urban design, which does not fit into the general context of the environment. At present, in contrast to the past influenced rather by the realities of a private economy to the detriment of the stability and sustainability of the socio-cultural ecosystem, the city administration tries to adopt a systematic approach to urban development by investing in new cultural spaces and renovating and decorating existing ones.[13]

Among the most important urban development projects in Novi Sad are, in the opinion of the Representative of the ECoC Association (I5), the eight cultural centres:

- Svilara. Cultural Content Factory
- Egység. Place for Cultural Stories
- Caravan. Culture on Wheels
- Bukovac. Cultural Oasis Within City Reach
- Mlin. Where Culture Grows
- Rumenka. Tradition and Modern Creation
- Opens. The Center of Youth Creativity
- Barka (Soon)
- Culture on the Outskirts of the City[14]

[12] Ibid, p.69
[13] Camprag et al., The Influences and Implications of the European Capital of Culture on Intangible Heritage: Novi Sad 2021, available at: https://www.researchgate.net/publication/339384058_The_Influences_and_Implications_of_the_European_Capital_of_Culture_on_Intangible_Heritage_Novi_Sad_2021
[14] Cultural Stations, available at: https://kulturnestanice.rs/en/

Figure 1: Cultural spaces, Cultural Stations, Novi Sad



Source: https://kulturnestanice.rs/en/ , 2021

One of the most important infrastructure projects carried out by Novi Sad is Youth Creative Polis - Creative District, built on the foundation of the former "Petar Drapšin" factory, in Chinatown. The project started from the attempt to revitalize the industrial heritage and transform the space in order to develop culture, art, and craft. The project involves the transformation of the old neighbourhood and not its demolition, and the location is not intended for the construction of residential or commercial spaces. So, The Creative District is seen as a great success and a unique example in the region for transforming semi-abandoned spaces into cultural centres for young people, where they can bring creative and cultural non-commercial initiatives.

The Creative District is "organized according to the rules of a sustainable ecosystem, benefiting from art studios, art galleries, concert spaces, music studios."[15]

A small theatre, but also a hostel, shops and a small restaurant complete the cultural and economic gear. The complexity of this project confirms, therefore, that the concept program of Novi Sad for ECoC is formulated on a solid basis, the Creative District being a space that will provide cultural, social, and economic benefits for the city. It should be emphasized that the project was not only realized for the present / European capital ... but with a major impact for the future.

"*Obviously, there were difficulties in implementing the proposed projects*"[16], as stated by I5; In general, the difficulties were related to slow procedures and lack of investment. Some of the projects are very late and it is not certain whether they will comply with the work schedule by 2022 according to the assumed schedules. The delays were also generated by the pandemic context that affected the way most projects were carried out. However, due to the pandemic, the city gained another year to prepare for the ECoC, to return to the program and make the necessary changes.

[15] I5, interview conducted on 25.06.2021
[16] I5, interview conducted on 25.06.2021

Figure 2: Youth Creative Polis

Source: https://novisad2021.rs/en/youth-creative-polis-preserves-chinese-quarter/ , 2021

The budget cuts required a change of perspective on some really important projects. In this context, the budgetary sources are complementary, 13 cultural institutions being financed by Novi Sad City Hall, 13 by Vojvodina Province and 3 by the Republic of Serbia, these being theatres, museums, archives, bookstores, cultural centres, festivals.

Related to the specific connectivity of the Danube geographical area, it is also transposed into a road infrastructure initiative, with a direct impact in facilitating cultural interaction. Thanks to the ECoC project, the Serbian government is rebuilding the railway network, which will probably be ready by 2022; the train line will reduce travel time to 30 minutes for tourists coming from the capital Belgrade. However, beyond the significant contribution to improving the already existing network of roads and access roads to and from Novi Sad, seen as the second most important city in Serbia, and Belgrade, respectively, the most important legacy of the ECoC project will be The Creative District and the cultural centres, associated with the mentioned efforts to intensify the cultural decentralization and to open the accessibility of the artistic initiatives to the independent, marginal, peripheral sectors.

3.2 Bid Book of the city of Timișoara

Regarding Timișoara, the cultural program was seen as a sum of proposals of public institutions and non-governmental organizations. It involved projects established since the candidacy period but also subsequently attracted by the *Searchlight* call for projects and follows several directions with impact on the cultural heritage of Timișoara and the whole region.[17]

The openness and appetite for internationalization can be seen from the argument of the slogan of the candidacy for the ECoC title, from the opening of the Bid Book, namely *Shine Your Light-Light up Your City!* Starting from the metaphor of the street lighting accomplished, for the first time on the continent, in 1884 in Timișoara, the Bid Book proposes a diffusion of the values that characterize the spirit of the city to the entire European space.[18] The international vision is translated into the specific objectives of the cultural strategy by a sustained orientation on the expansion of national and international networks. Thus, it is desired to connect, from the development phase, to major European networks, by involving international partners.[19]

[17] How do we build the Timișoara 2023 heritage together? available at: https://timisoara2023.eu/ro/%C8%99tiri/comunicat-lumineaz%C4%83-ora%C8%99ul-prin-tine-timi%C8%99oara-capital%C4%83-european%C4%83-a-culturii-2023/

[18] Bid Book Timisoara, available at: https://issuu.com/clujx/docs/tm2021_bidbook_ro_0610-digital

[19] Ibid

The orientation towards internationalization can also be distinguished in the analysis of the specific long-term impacts, where the starting point was represented by the elements that refer to Europeanness. Thus, more attention is paid to the interdependence, connections and enhanced collaborations between local cultural actors and European cultural operators.

In the context of assessing the cultural impact of Timișoara's investments as a ECoC city, the capacity to produce results[20], generated by ECoC, envisaged in terms of investments several spaces coverted as a cultural destinations. Such objectives will be achieved with the direct involvement of the institutional-political sector, following, among others, monitoring indicators, such as the number of politicians involved.

Specifically, the situation of some of the important cultural infrastructure projects included in the Timișoara Bid Book is presented in Table 2.

Centre for Art, Technology and Experiment

If we analyse the objective assumed by the Timișoara 2021 Association in relation to this project, as it is described on the website of the Association through which the ECoC title is implemented, the Centre for Art, Technology and Experiment - Multiplexity represents an investment of 12,000,000 euro / EUR , materialized in the arrangement of a new building, of 6,500 sqm, in two stages, the first with completion in 2020 of 4,500 sqm, and the second, with completion in 2021.

Its purpose is to provide the necessary space for exhibition areas, experiments, interactive laboratories, and multifunctional centres.[22] The project is seen by the Representative of the Timișoara ECoC Association, as one of the most representative in terms of cultural infrastructure initiatives, having a strategic role for the city's identity seen as a specific feature in this western region. Currently, the implementation stage is approximately 30%, with an uncertain completion date by 2023.[23]

Table 2: In Timișoara the cultural[21] infrastructure projects under construction

Intervenții de infrastructură	Suma (în euro)	Note	Descriere
Infrastructura culturală	**€55.700.000**		
Centru pentru Artă, Tehnologie și Experiment	12.000.000	Finanțare: Bugetul local și fonduri UE; Finalizare: 2020	Un spațiu deschis experimentului și inovației, prin intermediul artei și tehnologiei
Noua sală de spectacole a Teatrului German de Stat	1.500.000	Finanțare: Bugetul local; Finalizare: 2018	Conversia unei clădiri industriale
Centrul de Cultură Mărășești	5.000.000	Pregătit pentru finanțare FEDR; Finalizare: 2017	Cel mai vechi spital public (1745) din Europa de Est va deveni centru cultural
Centrul Cultural Sinagoga	2.500.000	Pregătit pentru finanțare FEDR; Finalizare: 2018	Sinagoga din secolul al XIX-lea va fi transformată într-o sală de concerte și un spațiu cultural
Reabilitarea Palatului Culturii	15.500.000	Finanțare: națională și fonduri UE; Finalizare: 2018	Restaurarea completă a clădirii emblematice a Timișoarei, ce adăpostește Opera și cele trei Teatre
Muzeul Revoluției Române	3.000.000	Finanțare: Ministerul Culturii; Finalizare: 2018	Un Muzeu creativ și inovativ al Revoluției Române,
Conversia fostelor săli de cinematograf	2.000.000	Finanțare: Bugetul local; Finalizare: 2018	9 foste săli de cinema vor deveni centre culturale (studiouri de teatru, cinematografe și galerii de artă)
Restaurarea Castelului Huniade	11.000.000	Finanțare: Bugetul local și județean, FEDR; Finalizare: 2020	Sediul Muzeului Banatului din Timișoara
Reabilitarea Muzeului Satului Bănățean din Timișoara	3.000.000	Finanțare: Bugetul local; Finalizare: 2020	Pentru promovarea tradițiilor, artefactelor și culturii țărănești
Centrul Cultural "Turnul de Apă" din Iosefin	200.000	Finanțare: Bugetul local; Finalizare: 2018	Un vechi turn de apă transformat în spațiu pentru expoziții și evenimente culturale restrânse
Centrul Cultural și Educațional Kuncz	în etapa de planificare	2014-2020	Un centru comunitar pentru educație culturală și alfabetizare în cel mai sărac cartier din Timișoara

[20] Ibid
[21] Bid Book Timișoara, p.72, available at: https://issuu.com/clujx/docs/tm2021_bidbook_ro_0610-digital
[22] Multiplexity, Centrul pentru Artă, Tehnologie și Experiment din Timișoara prinde contur, available at https://timisoara2021.ro/ro/%C8%99tiri/multiplexity-centrul-pentru-art%C4%83-tehnologie-%C8%99i-experiment-din-timi%C8%99oara-prinde-contur/
[23] I3, interview conducted on 16.06.2021

Figure 3: Art, Technology and Experiment Center from Timișoara

Source: https://renasterea.ro/centrul-de-arta-tehnologie-si-experiment-din-timisoara-prinde-contur/ , 2021

Water Tower Cultural Centre, Iosefin

The implementation of this project, initially provided with funding from the local budget and completion in 2018, is the responsibility of the local administration. The deadline for this cultural infrastructure intervention has been postponed to 2023, with the development of the other ECoC associated projects. The financing, in this new perspective, will be made through a grant with Norwegian funds: an exhibition hall, a foyer, a hall for cultural activities and a lookout point.

The conversion of former cinemas

Among them we mention the cinemas Timiș, Victoria, Fratelia, Dacia, Studio. It is planned to transform them into cultural centres that will include theatre studios, cinemas, and art galleries. Also, this infrastructure intervention is the responsibility of the local administration, with an initial completion deadline in 2018.

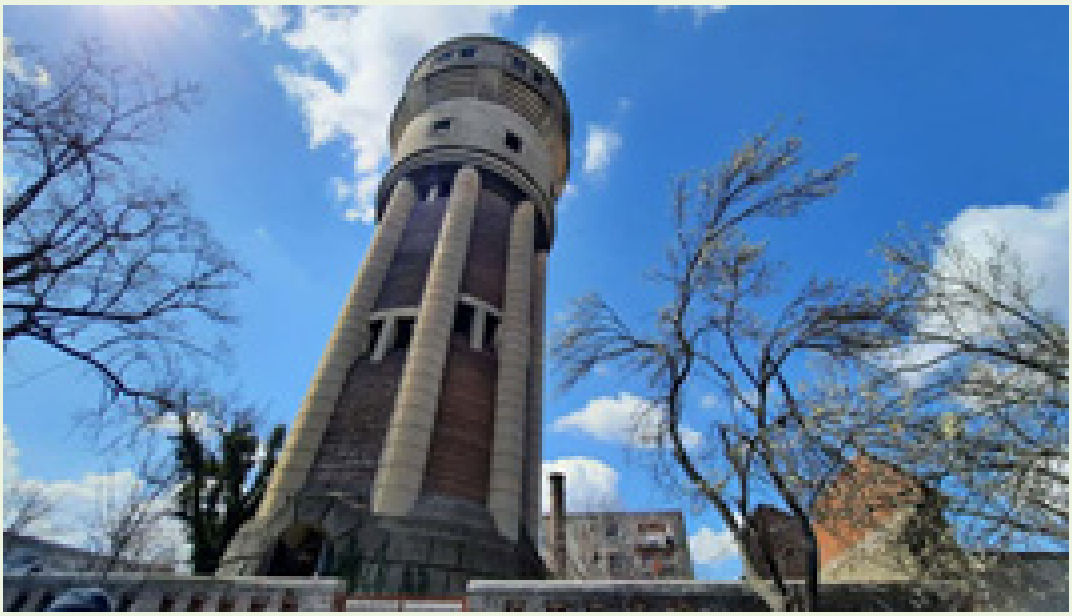
Cinemas are seen "as new investment objectives, as this type of space has been missing from the cultural circuit of the city for a long time"[24] (I3).

With the change of the management at the Timișoara City Hall in the context of the beginning of the new mayor's term in September 2020, the new local administration intends to unblock the infrastructure interventions related to the former cinemas, including their conversion into cultural spaces. In the first part of 2021, the intervention projects at the Dacia and Studio cinemas started.

Dacia Cinema. The renovation of this cinema involves a total budget of 2.5 million euros and will materialize through the commissioning of a theatre with 382 seats.

[24] Ibid

Figure 4: The Water Tower from Iosefin



Source: https://www.tion.ro/stirile-judetului-timis/turnul-de-apa-din-iosefin-intra-in-renovare-la-toamna-fritz-va-fi-gata-fix-cand-vom-fi-capitala-culturala-in-2023-1415439/ , 2021

Figure 5: Dacia Cinema Facade

Source: https://www.tion.ro/stirile-judetului-timis/poate-incepe-transformarea-cinema-timis-primaria-a-semnat-contractul-de-25-milioane-de-euro-1399386/, 2021

Timișoara City Hall started the tender for the rehabilitation works of the former Dacia cinema only in 2020, the total amount being 13.7 million lei, including VAT. The winner of the tender signed a contract worth 2.5 million euros, but only in February 2021.

Regarding the Studio Cinema, it will be reconverted into a cultural hub, its transformation being attributed to the collaboration between the City Hall of Timișoara, which owns the cinema, Groupama Asigurări, which financed the architecture project worth 150,000 euros, the French Institute and Romanian Independent Film Association (Timishort). The works have a term of execution of 18 months, the total investment being 17,000,000. lei.

The objective of the rehabilitation works is to transform the former cinema into an art house cultural space, which will have as field of activity cinematography and the projection of independent European films but will also serve as a space for the development of film education programs for children and young people. The project considers the construction of two projection rooms, a lobby and a modern reception, including a cinema, a café and two sound and video editing studios. In addition, the bridge of the former cinema will be converted into a multifunctional hall that will include spaces arranged for film, photography, multimedia associations, etc., but also an exhibition hall. The building's terrace will serve as a space for a cafe-cinema that can serve 80 people and will be able to host outdoor film screenings or cultural-artistic events, such as book launches, stand-up comedy shows or mini -concerts. [25]

Figure 6: Studio Cinema

Source: http://aarc.ro/articol/proiectul-de-reamenajare-al-cinema-studio-din-timisoara , 2021

[25] Vor începe lucrările la Cinematograful Studio, Direcția Comunicare-Relaționare, Primăria Municipiului Timișoara, available at: https://www.primariatm.ro/2021/04/06/vor-incepe-lucrarile-la-cinematograful-studio/

Regarding the urban revitalization, in Timișoara, during this period, a 2,600 sqm building was rehabilitated, formerly belonging to the former Oil and Soap Factory and, after the Revolution, to the Azur company. The project FABER belongs to independent cultural actors who transformed the former industrial building into a multifunctional cultural centre. For more than a year, exhibitions, concerts, independent theatre performances have been organized. FABER was scheduled to open in mid-March 2020, but the COVID-19 pandemic forced it to postpone opening until the end of May 2020.

Several organizations operate in this space, among which we mention: the Embassy, the organizers of the Plai Festival, Jazz TM, Beta, as well as nine architects involved in the Upgrade My City project. The main objective of the restoration of this space is for it to become "a consciousness of the community as a meeting place or community space".[26]

The feeling of belonging to a common space with a distinctive symbolism, such as the multicultural or revolutionary dimension of Timișoara, can function as a catalyst for creative energies belonging to the active population, with beneficial effects not only on residents or institutional actors, but including, or, especially on the region.

For a better picture of the level of development achieved by implementing the activities proposed for the city of Timișoara, we will refer below to the perspective of the decision makers interviewed for this study.

First and foremost, the decision-makers' perception of Timișoara as the European Capital of Culture is that this project has scope and capacity for change and urban regeneration "*it is very ambitious, it touches on many aspects of local government*"[27] (I1)

Figure 7: FABER

Source: https://www.dor.ro/24-7-faber/, 2021

[26] DoR, FABER, locul comunității creative din Timișoara, Ghidul 24/7, vol. V, 2019
[27] I1, interview given to the author on 13.05.2021

"*One of the objectives of the city as ECoC is urban regeneration; the implementation of the ECoC should increase the number of tourists, make HoReCa operators diversify and improve the conditions for offering services.* "[28] (I2)

However, there is also some criticism of the scale of the program, namely: "*it was ambitious but not viable, because, despite the consistent budget allocation, there is no legal framework to facilitate implementation*" (I1) or "*urban development in Bid Book is rather a social idealism of urban planners who consider it necessary to get out of the logic of the perfectly concentric city*."[29] (I4)

Secondly, the barriers identified by respondents as existing in the implementation stages of the program fall within:

- At an organizational level: "*the lack of a correlation at national legislative level - normative acts that are not correlated and mutually exclusive - a fact that generated funding problems; the actual funding, which was either delayed or completely absent - said all that the authorities assumed was respected, on average, 28% as budget execution; lack of correlation between national and European legislation - there are discrepancies between what the EU recommends in implementing a project and what the national administration can fund in accordance with the existing laws, respectively to finance monitor subsequently*. "(I2)
- Regarding the involvement of the local actors in the administration: "*the lack of involvement of local authorities in starting and implementing measures*" (I1), "*lack of wide openness to citizens, NGOs, the institutional apparatus, economic actors and, not least, volunteers, such as it can be observed, for example, in the case of Novi Sad, it can absorb such syncope in the cultural activity*." (I2)
- In the pandemic context: "the delay of the ECoC calendar due to pandemic reasons made it almost impossible to carry out cultural activities according to the calendar developed prior to the pandemic restrictions, especially due to the disappearance of some cultural actors affected by COVID-19" (I2)

Thirdly, at the level of the existing or potential factors contributing to the implementation or delay of the program, the perception of cultural decision-makers is that, on one hand, urban development may be independent of the stability of cultural actors and, on the other hand, if there is no capacity of implementing the criteria of the ECoC regulation.

One of the respondents elaborates on the last aspect mentioned as follows: "*ECoC standards and procedures should lead to an increase in the quality of restoration initiatives, but in fact meeting the criteria of ECoC regulations requires huge efforts on the part of small towns, impossible to put in practice under the conditions of an administration with arrears in terms of process efficiency.*" (I4)

There is also great potential in the city's neighbourhoods, which, although addressed in the Bid Book, has emerged as a sufficiently untapped factor: [is looming] *the need to promote cultural activities not only in the city centre but, especially, in its neighbourhoods, attracting a wide involvement of the citizens, the main stake being represented by the equitable participation of some extended categories of the population in the cultural activities.*" (I4)

Regarding the progress and impact of the project, the respondents made connections with the large urban regeneration projects and interventions in cultural infrastructure. The general perception is that the city is not close to the European standards of cultural capital cities: "*no major progress has been made and at this time it is difficult to talk about the city as a European capital" (I1),* as well as the fact that progress is determined by inaction*: "local government has shown some syncope in the rehabilitation of historic buildings"*(I4), [are needed] *currently they can only be rented."*(I2)

In terms of strengthening the cross-border connections, creating a cultural route Timișoara-Novi Sad it is taken into consideration - this objective is not operationalized, as well as Timișoara-Belgrade highway project, its implementation is related to the close collaboration between the Romanian and Serbian Ministries of Transport, and it is still in its early stages.

[28] I2, interview given to the author on 28.05.2021
[29] I4, interview given to the author on 27.04.2021

4. CONCLUSION

At the end of the analysis of the two ECoC projects, two dominant trends can be distinguished, with different orientations in terms of cultural areas, but complementary. If regarding the city of Novi Sad, the dynamics is one with centrifugal impact, from the centre to the outskirts of the city, in the direction of Timisoara a similar dynamic can be observed, centrifugal diffusion of the cultural message, but the horizon is a macrosystemic one, by regional diffusion. Thus, we can speak of a cultural decentralization in the case of Novi Sad, in contrast to the cultural internationalization that serves as a consolidation of a brand already recognized regionally, as in the case of Timisoara. Although the objectives of the two cities are different (decentralization vs. internationalization), the cultural strategy to achieve them is similar in relation to the synergy of cultural, social, economic, political and administrative factors involved, in line with the interconnection between institutional actors, private and independent artists. The cultural dimension is seen, in both situations, as a major factor of urban development seen not only strictly in relation to economic growth or the amplification of associated budgetary efforts, but especially to ensure a significant increase in the quality of life for all inhabitants from strengthening the cultural identity to the impetus of economic life through an additional impetus in terms of tourism dynamics, the reconversion of derelict industrial areas, the consolidation of the university life.

For both cities, the effects of an integrated dynamic of boosting cultural life as an essential element in terms of the overall picture of development and, implicitly, urban regeneration, will be seen in the medium and long term. The challenges relate not only to the timing of cultural activities, which are significantly affected by pandemic restrictions, but also to elements that go out of the scope more or less favourably, such as the national and European legislative framework, which opposes, not infrequently, a suffocating bureaucracy of initiatives to boost collaboration between institutional cultural actors, on the one hand, and independent artists, on the other.

The lack of a legislative framework to ensure the possibility of multiannual budgeting for public cultural institutions is one of the major obstacles to the implementation of the activities undertaken by Timișoara as ECoC. ECoC experts indicated, from this point of view, serious reservations in the report resulting from the monitoring meeting[30]. In addition to the lack of a legislative framework to enable multiannual budgeting, which is essential for the implementation of cultural infrastructure projects, ECoC experts also focused on local organizational syncope. In response to the institutional deadlock resulting from the lack of a quorum of the members of the Timișoara 2023 Association, the current mayor intends to transfer the responsibilities of the association to different structures, to take over and operationalize the tasks derived from the ECoC title, such as the Municipality Project Centre. In reply, the ECoC experts disclaim such a vision of dissipating the ECoC implementation initiative, recommending a unified strategy with immediate implementation. In this regard, ECoC experts asked Timișoara for a brief plan to revitalize the project, in the context of the recommendations provided by the monitoring report.[31] These recommendations address not only the need for an immediate action plan or legislative changes regarding the multiannual budgets, but also the implementation of a set of actions to increase trust between the Timișoara 2023 Association and the local administration, along with focusing on the basics, of the cultural program, in the context of maintaining a cultural impact with a strong European openness.

A similar set of recommendations regarding the deep European character of the ECoC initiative can be seen in the monitoring report of Novi Sad, in addition to the need to refine the artistic vision in the conditions of independence of this sector or the integration of marginalized communities, such as Roma community, stepping up efforts to co-opt strategic cooperation partners. However, unlike Timișoara's monitoring report, where experts expressed serious reservations about the ability of the city to implement the ECoC strategy, in the case of Novi Sad the rapporteurs highlighted both the strategic and organizational capacity to ensure a cultural framework coherent, as well as the collaboration between the political and the cultural factors, the political support being a strong one, at all levels.[32] As a consequence, Novi Sad

[30] Timișoara European Capital of Culture 2023, New Second Monitoring Meeting, Report by the ECOC Expert Panel, available at: https://ec.europa.eu/culture/sites/default/files/2021-07/Timisoara-2nd-monitoring-report-June-2021_en.pdf
[31] Ibid
[32] Novi Sad European Capital of Culture 2021, Second Monitoring Meeting, Report by the ECOC Expert Panel https://novisad2022.rs/wp-content/uploads/2021/06/Second-Monitoring-Report-Novi-Sad.pdf

officials are recommended to include the financial resources of EUR 1.5 million associated with the Melina Mercouri award, which thus validates the ECoC implementation strategy in the city's cultural budget, which is not discussed in the case of Timișoara.

Last but not least, the staggered schedule of activities and initiatives for interventions in urban cultural infrastructure associated with the ECoC title has given investment projects a special dynamic, through which there is a risk of diverting the initial significance of cultural projects. Thus, the objectives of cultural infrastructure can be built primarily to check the parameters described in the Bid Books, respectively in the Cultural Strategy of each city, and the real impact in terms of cultural dimension may fall into the background. There is thus a risk of diverting the real cultural or social mission of a project, to the detriment of its completion at any cost, in order to comply with the objectives formally assumed in the documents which were the basis for obtaining the ECoC title. In order to meet such challenges, close collaboration is needed between political, administrative, cultural institutions and independent artists or independent monitoring bodies, including from the informal area, belonging to NGOs. An example can be the Multiplex Cultural Centre in Timișoara, where *I3*[33] sets of an alarm bel regarding these risks of hijacking the initial cultural objectives in favour of the strict fulfilment of the objectives assumed institutionally and formally.

The minimization of these risks can be done also through a greater independence from the political factor, but such a goal can be achieved only through an extended framework of normative predictability, which will ensure the institutional independence of local initiatives from the instability of political life. In Timisoara's case, the change of administration has led to some syncope in terms of continuity of implementation of the infrastructural projects, derived from several reasons: 2020 local election campaign promises, highlighting different visions for ECoC according to party affiliation, the circumstances of human resources involved in administration, both at local and national level. Solving these challenges depends on the emergence of pragmatic and incisive leaders. They, in an incipient legal framework regarding the sustainability of urban cultural development with regional impact, but no less complex in relation to its addressability, should be able to strengthen this dynamic of increasing quality of life indicators. In this context the cultural element plays a leading role in terms of the general impact on the economic, historical, demographic or social dimension.

REFERENCES

Newspapers, magazines, law articles:

Bid Book Novi Sad, available at: https://capacitybuildingecocs.eu/sites/default/files/2021-01/Novi-Sad-2021-Bid-Book.pdf

Bid Book Timișoara available at: https://timisoara2021.ro/document/view/42/Bidbook_RO_Timisoara2021.pdf

DECISION (EU) 2020/2229 OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL of 23 December 2020 amending Decision no. 445/2014 / EU establishing a Union action in favor of the event "European Capitals of Culture" for the years 2020-2033, Official Journal of the European Union, L 437/116, 28.12.2020

DoR, *FABER, locul comunității creative din Timișoara*, în *Ghidul* 24/7, vol. V, 2019.

Novi Sad European Capital of Culture 2021, Second Monitoring Meeting, Report by the ECOC Expert Panel disponibil la: https://novisad2022.rs/wp-content/uploads/2021/06/Second-Monitoring-Report-Novi-Sad.pdf

[33] I3, interview given to the author on 16.06.2021

Strategia Culturală a Municipiului Timișoara 2014-2024, p. 63, available at: https://www.timisoara2021.ro/document/view/7/Printed_Cultural_Strategy.pdf

Timișoara European Capital of Culture 2023, New Second Monitoring Meeting, Report by the ECOC Expert Panel, available at: https://ec.europa.eu/culture/sites/default/files/2021-07/Timisoara-2nd-monitoring-report-June-2021_en.pdf

Camprag N., Stupar A., Polic D., *The Influences and Implications of the European Capital of Culture on Intangible Heritage: Novi Sad 2021*, available at: https://www.researchgate.net/publication/339384058_The_Influences_and_Implications_of_the_European_Capital_of_Culture_on_Intangible_Heritage_Novi_Sad_2021

Urbancikova, Natasa, *European Capitals of Culture: What Are Their Individualities, Theoretical and Empirical Researches in Urban Management*, vol. 13, november 2018, available at: https://econpapers.repec.org/article/romterumm/v_3a13_3ay_3a2018_3ai_3a4_3ap_3a43-55.htm

United Cities and Local Governments, Culture: Fourth Pillar of Sustainable Development, available at: https://www.uclg.org/sites/default/files/9890675406_%28EN%29_culture_fourth_pillar_sustainable_development_eng.pdf

Urban Agenda for the EU. Pact of Amsterdam, 2016, available at: https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/urban-development/agenda/pact-of-amsterdam.pdf

Webography:

https://kulturnestanice.rs/en/

http://www.cultura.ro/timisoara-va-fi-capitala-europeana-culturii-2023

http://www.timisoara2021.ro/ro/%C8%99tiri/cum-construim-%C3%AEmpreun%C4%83-mo%C8%99tenirea-timi%C8%99oara-2023/

https://timisoara2021.ro/ro/%C8%99tiri/multiplexity-centrul-pentru-art%C4%83-tehnologie-%C8%99i-experiment-din-timi%C8%99oara-prinde-contur/

https://www.primariatm.ro/2021/04/06/vor-incepe-lucrarile-la-cinematograful-studio/

http://aarc.ro/articol/proiectul-de-reamenajare-al-cinema-studio-din-timisoara

https://www.tion.ro/stirile-judetului-timis/poate-incepe-transformarea-cinema-timis-primaria-a-semnat-contractul-de-25-milioane-de-euro-1399386/

https://renasterea.ro/centrul-de-arta-tehnologie-si-experiment-din-timisoara-prinde-contur/

https://www.tion.ro/stirile-judetului-timis/turnul-de-apa-din-iosefin-intra-in-renovare-la-toamna-fritz-va-fi-gata-fix-cand-vom-fi-capitala-culturala-in-2023-1415439/

https://novisad2021.rs/en/youth-creative-polis-preserves-chinese-quarter/

ESCH 2022 et la stratégie IBA : Les enjeux d'un développement urbain transfrontalier

Sarah Martinez (Master 1 Urbanisme et Aménagement, Université de Lorraine & LISER)

Remerciements :

Je souhaite remercier vivement l'ensemble des acteurs avec lesquels j'ai pu m'entretenir, et qui m'ont apporté les informations nécessaires à l'élaboration de cette étude.

Myriam BENTZ, Chef de division du développement régional urbain à la DATer, Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du Territoire (Luxembourg)

Helene BISAGA, Responsable du développement à l'Etablissement Public d'Aménagement Alzette-Belval (France)

Manuel LOPES, Architecte de la ville de Differdange (Luxembourg)

Veronica LOPEZ, Assistante culture et communication au Fonds de Belval (Luxembourg)

Cathy MAMBOURG, Architecte de la ville de Dudelange (Luxembourg)

Jacques MAQUET, Coordinateur qualité et recherche de l'association Esch2022 (Luxembourg)

Sylvain MENGEL, Coordinateur culturel au syndicat intercommunal CCPHVA (France)

Françoise POOS, Directrice du programme culturel de l'association Esch2022 (Luxembourg)

Isabelle RENOIR, Chargée de Mission au syndicat intercommunal PROSUD (Luxembourg)

Julien SCHMITZ, Directeur Général de l'agence d'urbanisme AGAPE (France)

Daniel SIEMSGLÜß, Responsable de la mission de préfiguration de l'IBA au GECT Alzette-Belval (France/Luxembourg)

Daisy WAGNER Chef de Division du service du développement urbain de la ville d'Esch-sur-Alzette (Luxembourg)

1. INTRODUCTION/THÉMATIQUE DU TRAVAIL

En février 2022, la Région du Sud du Luxembourg et les communes de la Communauté de Commune du Pays Haut Val d'Alzette (CCPHVA) en France accueilleront la Capitale Européenne de la Culture Esch2022. C'est en 1983 qu'est introduit par Melina Mercouri, le projet de « Ville Européenne de la Culture », devenant plus tard Capitale Européenne de la Culture (CEC). En juin 1985, le projet est lancé. Depuis, les Capitales Européennes de la Culture ont évolué, et représentent aujourd'hui un réel label d'attractivité pour les villes ayant obtenu le titre. L'initiative Capitale Européenne de la Culture est devenue un outil pour régénérer l'urbain, promouvoir le tourisme et améliorer l'image du territoire. Ce projet culturel européen, se déroulant sur un an, permet ainsi de mettre en avant le territoire par le biais d'équipements et d'évènements culturels. Dans le contexte transfrontalier d'Esch2022, la dimension européenne de l'initiative CEC est d'autant plus importante qu'elle peut associer les enjeux d'identité culturelle et de territoire au-delà des frontières étatiques. De plus, cette initiative favorise le renforcement de coopérations entre la France et le Luxembourg afin de proposer une offre culturelle cohérente et complémentaire sur le territoire. L'aire sur laquelle se déroulera l'année culturelle Esch2022 bénéficie également d'une mission de préfiguration pour l'accueil d'une IBA (Internationale Bauaustellung) transfrontalière « Alzette-Belval ». L'objectif d'une IBA est d'encourager l'innovation dans l'urbanisme, la planification, la politique de développement régional et la restructuration urbaine. L'IBA comme l'initiative CEC doit constituer un cadre innovant de type « laboratoire » pour repenser l'organisation de l'espace urbain au-delà des programmations en place et s'adressant de manière indifférenciée à tous les territoires situés au sein d'un Etat. L'IBA s'inscrit dans la culture allemande de l'aménagement urbain. Ainsi, l'IBA Mathildenhöhe à Darmstadt (1901), l'IBA Weißenhofsiedlung à Stuttgart (1927) ou l'Interbau Hansaviertel Berlin (1957) sont des exemples d'IBA dont l'objectif était de promouvoir des idées et des pratiques modernes en matière de construction et d'urbanisme au niveau local. Aujourd'hui, de nouveaux projets d'IBA ont dépassé les frontières de l'Allemagne, et favorisent le renouvellement urbain-régional sur des durées de type décennal. La validation de l'IBA sur le territoire franco-luxembourgeois se fera fin 2021, et pourra profiter de la dynamique insufflée par la CEC Esch2022. Cependant quelles sont les articulations possibles entre la dynamique de régénération urbaine Esch2022 et la potentielle IBA transfrontalière ?

Afin de répondre à cette question, nous nous sommes intéressés à la fonction d'Esch2022 dans la mise en place de stratégies et de politiques d'aménagement du territoire, de développement urbain et d'économie créative dans l'aire transfrontalière « Région Sud du Luxembourg et Pays-Haut Val d'Alzette en France » et mis en regard ces stratégies et politiques avec celles qui pourraient être associées à l'IBA.

Après avoir réalisé la revue de littérature sur les questions de culture et d'aménagement du territoire en mettant en exergue le territoire franco-luxembourgeois étudié et les initiatives CEC/IBA, nous évoquerons la méthodologie sur laquelle s'appuie notre travail d'analyse. Nous présenterons ensuite des résultats de notre recherche en signalant les différences et similarités d'approche de part et d'autre de la frontière franco-luxembourgeoise quant à la mobilisation des initiative CEC Esch2022 et IBA transfrontalière. Enfin, nous conclurons ce rapport par de nouvelles pistes d'analyses.

1.1 Revue de la littérature

Les Capitales Européennes de la Culture (CEC), ont évolué depuis la création du projet en 1985. Aujourd'hui, le titre de CEC représente un label international qui offre une visibilité d'un an pour toutes les villes d'accueil (Nobili, 2005). Il facilite la réalisation de nombreux investissements dans les infrastructures et les projets de régénération urbaine (Steiner et al., 2013). L'exemple de Glasgow est souvent présenté comme une référence en la matière. L'ancienne ville industrielle, très pauvre, avec un déclin industriel et de nombreux problèmes d'emplois, a réussi à rendre son territoire attractif après avoir été Capitale Européenne de la Culture en 1990. Les objectifs de Glasgow étaient de transformer la ville, grâce à la culture, pour y attirer les touristes d'une part, mais aussi, pour y attirer de nouveaux habitants. Le « modèle de Glasgow », s'est construit autour de la stratégie adoptée par la ville : une stratégie de croissance économique axée sur le rebranding et le marketing territorial (Mooney, 2004). Au-delà des évènements culturels, les CEC peuvent aussi susciter l'émergence d'espaces permettant le développement de la créativité et la confrontation des différences (Richards et Palmer, 2010). Cette créativité et confrontation des différences peut être notamment renforcées lorsque l'initiative CEC est mise en place sur un espace transfrontalier.

Esch-sur-Alzette sera la Capitale Européenne de la Culture en 2022. Le périmètre de la CEC inclue 11 communes luxembourgeoises regroupées autour du syndicat intercommunal PROSUD[1] et les 8 communes française du syndicat intercommunal CCPHVA[2]. La dynamique transfrontalière Esch2022 dans sa dimension « développement urbain et aménagement du territoire » se situe dans un temps plus long de la coopération franco-luxembourgeoise à l'échelle de cette aire géographique.

Les friches industrielles représentent une grande partie de l'histoire et du patrimoine de l'espace transfrontalier autour desquelles les collaborations s'organisent. Dans les années 1990, l'Etat luxembourgeois a initié un master plan pour faire des friches industrielles du sud du pays de nouveaux espaces de développement urbain. Ce plan directeur, retenu en mars 2002 est porté par la société d'économie mixte luxembourgeoise Agora qui met en place le projet de reconversion en se focalisant dans un premier temps sur le site de Belval-Ouest, aux portes de la ville d'Esch-sur-Alzette, second pôle urbain du pays. L'objectif était notamment de passer d'une économie industrielle à une économie du savoir avec une stratégie d'implantation de nouveaux pôles du tertiaire supérieur sur le site de Belval. L'Etat français s'est impliqué alors dans le développement du territoire Nord-Lorrain en complémentarité avec le projet luxembourgeois en 2003. L'implication du territoire français dans le projet s'est faite dans un premier temps avec le schéma directeur d'aménagement du bassin supérieur de l'Alzette en 2005. Ce schéma a permis de définir un projet territorial avec une nouvelle organisation urbaine. Le projet Alzette-Belval est placé au centre des préoccupations dans la directive territoriale d'aménagement du bassin minier Nord-Lorrain. Ainsi, également, en 2009, le versant français est reconnu comme opération d'intérêt national (OIN). Cette OIN porte sur un projet transfrontalier tourné vers la ville d'Esch-sur-Alzette et complémentaire au projet d'Esch-Belval. Par ailleurs, un Etablissement Public d'Aménagement (EPA) est constitué en 2012 pour coordonner des aménagements (Del Biondo 2010 ; Durand et Lamour 2014). En 2013, la création du GECT, le Groupement Européen de Coopération Territoriale, doit permettre aux collectivités territoriales luxembourgeoises et françaises, d'accélérer leurs coopérations. Cet instrument a facilité la coopération entre les différentes autorités (nationales, régionales et locales) des Etats français et luxembourgeois. Le GECT favorise la communication et structure des relations de confiance entre partenaires de l'espace transfrontalier.

La régénération urbaine associée à Esch2022 s'inscrit donc dans la poursuite de celle établie par Agora au Luxembourg et soutenue par l'EPA sur le versant français de l'agglomération transfrontalière via notamment le soutien et l'aménagement de tiers lieux culturels sur d'anciens sites industriels désaffectés (Schulz, 2020). La stratégie de coopération transfrontalière liée à la culture et promue par Esch2022 se situe également dans une histoire euro-régionale de la collaboration culturelle. Les coopérations établies, notamment à travers le programme INTERREG ont permis la mise en place de nombreux projets culturels transfrontaliers. Sur le territoire de la Grande-Région où se situe Esch2022, 49 projets alliant culture et aménagement du territoire sont établis entre 2006 et 2021 (keep.eu, 2021). Esch2022 doit permettre de renforcer les politiques urbaines au sein de l'espace transfrontalier Alzette-Belval. Cependant, l'initiative CEC a un caractère éphémère. Le titre de Capitale Européenne de la Culture ne dure qu'un an, et laisse donc peu de temps aux acteurs urbains de l'espace transfrontalier pour améliorer, ré-agencer et créer de nouvelles infrastructures à des fins culturelles. La fonction d'aménagement du territoire d'Esch2022 peut se trouver renforcer si elle est conçue comme un trait d'union entre les dynamiques préexistantes et la mise en place en place d'une IBA transfrontalière développée à une échelle temporelle décennale.

L'IBA est un dispositif associé à la culture allemande de la régénération urbaine. Sa mise en place s'échelonne sur une durée entre 5 et 15 ans. Ce dispositif permet de développer des projets structurants et innovants dans le domaine de l'architecture et l'urbanisme. Contrairement aux OIN français, les acteurs locaux sont les seuls décideurs des projets d'IBA[3]. L'IBA permet de définir une stratégie territoriale collective avec les différents partenaires de l'aménagement. Elle permet de repenser l'aménagement d'une région

[1] Bettembourg, Differdange, Dudelange, Esch-Alzette, Mondercange, Käerjeng, Kayl/Tétange, Pétange, Rumelange, Sanem, Schifflange.
[2] Audun-le-Tiche, Aumetz, Boulange, Ottange, Rédange, Russange, Thil, Villerupt.
[3] IBA : Mathildenhöhe Darmstadt (1901), Weißenhofsiedlung Stuttgart (1927), Interbau Berlin (1957), IBA Berlin (1979), IBA Emscher Park (1989), IBA Fürst-Pücler-Land (2000), IBA Stadtumbau (2002), IBA Hamburg (2006), IBA Basel (2010), IBA Heidelberf (2012), IBA Thüringen (2012), IBA Parkstad (2013), IBA Wien (2016), IBA Stuttgart (2017).

(Arteplan, 2021 ; Fischer, 2020). Ces expositions internationales sont un instrument informel de développement urbain qui crée un champ d'expérimentation (Becker et Hesse, 2021).

L'IBA Bâle de 2010 est intéressant pour la mission de préfiguration en cours sur le territoire franco-luxembourgeois Alzette-Belval car son périmètre est transfrontalier. Ils incluent les communes allemandes, françaises et suisses de l'Eurodistrict de Bâle[4]. Pour la première fois, une IBA dépasse les frontières étatiques et se construit autour la cohésion urbaine transfrontalière. Les projets sont créés autour du slogan « au-delà des frontières, ensemble ». Différents projets sont mis en place tel que la mise en réseau de sites industriels et la création de nouvelles infrastructures entre les pays pour faciliter des échanges, créer des lieux de vie partagés, et améliorer la mobilité. Par ailleurs, un projet paysager « Rives du Rhin » est élaboré pour définir un territoire sans frontière. L'aspect « culturel » est présent dans de nombreux projets comme par exemple le projet de sentiers de randonnée culturels transfrontaliers « 24 STOPS ». Ce dernier transforme le territoire traversé par la frontière suisse-allemande en espace de découverte de la nature. 24 stations sont conçues tout au long du sentier avec des œuvres d'art de l'artiste Tobias Rehberger qui ponctuent le sentier de découverte et permettent aux visiteurs de découvrir l'histoire de la région et de ses habitants (IBA-Basel, 2021).

D'autres projets initiés à travers l'IBA de Bâle tiennent compte d'une dimension culturelle et de cohésion urbaine entre les trois territoires transfrontaliers comme par exemple la reconversion du quartier DMC. Ce quartier situé sur un ancien site industriel à Mulhouse doit permettre de susciter un sentiment d'appartenance commun à la région grâce à la définition d'un lieu de production artistique qui regroupe 140 artistes et 100 évènements par an. Le projet d'aménagement Motoco sur le versant français, également initié dans l'IBA, est lancé par une haute école d'art et design en Suisse. L'association encadrant le projet met à disposition des espaces à faible coût pour les artistes et les entreprises créatives de la région trinationale. Ce terrain réaménagé forme une ville dans la ville, qui repose sur les talents artistiques des résidents (IBA Basel).

Une mission de préfiguration IBA a été lancée en 2019 pour le territoire d'Alzette-Belval qui se rapproche de l'Eurodistrict de Bâle par sa dimension transfrontalière. L'IBA Alzette-Belval débuterait en 2022. Le territoire devrait donc accueillir en même temps la programmation culturelle Esch2022 et le lancement de l'IBA conduite sur plusieurs années. Cependant quelles sont les articulations possibles entre la dynamique de régénération urbaine Esch2022 et la potentielle IBA transfrontalière ?

2. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

Afin de saisir les articulations possibles, les trois questions structurantes suivantes ont été utilisées lors d'entretiens semi-directifs avec les acteurs de l'aménagement et du développement urbain dans l'espace transfrontalier PROSUD/CCPHVA :

1. Comment Esch2022 et la culture, ont-ils été pris en compte par différents acteurs publics en charge des politiques de développement urbain et d'aménagement du territoire dans cet espace transfrontalier ?
2. Comment la culture est-elle envisagée comme moteur du développement urbain et l'aménagement du territoire dans cet espace une fois l'année culturelle terminée et dans une vision prospective ?
3. En quoi le projet pluriannuel d'exposition internationale d'architecture « IBA Alzette-Belval » permettrait de pérenniser les dynamiques insufflées par Esch2022 ?

Les acteurs suivants ont été rencontrés :

1. Luxembourg : La DATer (Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du Territoire), le Fonds Belval, le syndicat intercommunal PROSUD, l'association Esch2022 ainsi que les communes d'Esch-sur-Alzette, de Differdange et de Dudelange.
2. France : L'Etablissement Public d'Aménagement Alzette-Belval (EPA), le syndicat intercommunal CCPHVA ainsi que l'agence d'urbanisme Agape.
3. Espace transfrontalier : le GECT Alzette-Belval.

[4] 130 communes suisses, 43 communes allemandes et 40 communes françaises pour former une association de 206 communes.

3. RÉSULTATS ET DISCUSSION

3.1. L'accueil d'ESCH2022 par les acteurs publics.

3.1.1 La perception et l'engagement des acteurs français

La candidature d'Esch2022 a été soumise à la Commission Européenne tel un projet transfrontalier, mais l'engouement initial n'a pas été unanime sur le versant français, de nombreux acteurs soulignent le déséquilibre entre les versants français et luxembourgeois concernant les moyens financiers mobilisables pour la mise en place d'une année culturelle. Esch2022 n'a pas engendré de changement structurel dans la planification française. Néanmoins, cette année culturelle représente une opportunité pour lancer l'Arche, un tiers lieu culturel. En effet, l'Arche de Micheville, un bâtiment hybride et pluridisciplinaire, accueillera de nombreux projets culturels durant l'année 2022. Cet équipement s'inscrit dans un projet culturel mis en place en 2014. Esch2022 est ainsi perçu par les acteurs français comme un moyen de dynamiser l'Arche à son lancement. Par ailleurs, Esch2022 a un effet levier pour un autre projet situé à Audun-Le-Tiche : la piscine de Micheville. Le pôle de l'image, en charge également du Festival du Film Italien de Villerupt, a identifié la piscine de Micheville comme un lieu potentiel d'accueil dans le cadre d'Esch2022. Le but est d'y organiser durant un week-end, différents évènements culturels, dans ce lieu du patrimoine encore identifié par les habitants.

D'autres projets transfrontaliers associés à la mobilité sont également conçus pour faciliter les échanges et les flux sur le territoire de la Capitale Européenne de la Culture. Le projet ABACTIV d'une part, piloté par le GECT, vise à développer un certain nombre de pistes cyclables et de signalétiques transfrontalières. L'objectif est de créer une boucle transfrontalière franco-luxembourgeoise. Par ailleurs, la CCPHVA travaille avec le GECT et l'EPA Alzette-Belval, sur un projet de pistes cyclables éphémères pour rendre accessible en modes doux différents lieux culturels d'Esch2022. Autre exemple, le projet culturel Equinox (piloté par le théâtre de Thionville) accompagnera les frontaliers deux fois dans l'année durant leurs trajets quotidiens. Ce projet théâtral transfrontalier sera installé le long des rails durant ces deux journées, afin d'apporter de la culture durant les trajets quotidiens.

Esch2022 constitue de plus une opportunité pour renforcer la connaissance de la régénération urbaine par la culture. En effet, l'agence d'urbanisme AGAPE, qui a été responsable pendant des années d'un agenda culturel transfrontalier entre la France, le Luxembourg et la Belgique financé par le programme Interreg lors de la première décennies 2000, sera missionnée pour réaliser un tableau de bord culturel durant l'année d'accueil d'Esch2022. L'objectif de ce tableau de bord et de ses indicateurs est de mesurer l'impact d'Esch2022 sur la vie culturelle du territoire. L'impact de la culture sur le territoire est surtout approché sur l'angle du tourisme.

Les différents acteurs français interrogés n'ont donc pas modifié structurellement leur planification ou leur gouvernance pour accueillir Esch2022. Les projets ont été pensés avant la Capitale Européenne de la Culture, mais ces projets ont été accélérés et adaptés afin de profiter de la visibilité et l'attractivité du titre européen. En termes d'aménagements, peu sont faits dans le cadre d'Esch2022, néanmoins, les activités et les évènements mis en place dans le cadre d'Esch2022, se dérouleront dans les infrastructures culturelles pensés et amorcés avant le titre.

3.1.2 L'accueil d'ESCH2022 par les acteurs Luxembourgeois.

Côté Luxembourgeois, la DATer travaille sur le programme directeur d'aménagement du territoire, un document stratégique primordial en révision actuellement. Les stratégies territoriales vont être incluses dans le programme directeur. Les différents objectifs proposés (toujours en discussion) sont les suivants : La ville verte, la ville inclusive, la ville accessible, la ville créative, la ville attractive et la ville productive et saine. La plupart des objectifs ont un caractère transversal. L'un des objectifs les plus en lien avec Esch2022 est la ville créative. Le but est de pérenniser les projets culturels qui ont un impact sur le développement urbain. Esch2022 est pris en compte dans l'établissement des objectifs par la DATer. La stratégie de développement territorial porté par la DATer est un processus plutôt qu'un document figé. Il y a une volonté d'en faire un outil de travail pour les acteurs concernés. Le plus important sera de définir collégialement les projets d'Esch2022 qui auront un impact positif sur le développement urbain ou sur l'aménagement du territoire, et de travailler sur leur pérennisation avec le soutien des communes.

Le syndicat PROSUD est également concerné par ce plan stratégique de développement régional et urbain par la culture à travers les projets

architecturaux, mais aussi à travers les projets thématiques alliant différents domaines tel que la poésie et la géographie. L'idée du PROSUD est de travailler sur la pérennisation de l'identité de chaque territoire.

Au Luxembourg, de nombreux projets ont été pensés avant Esch2022, mais l'accueil du titre sur le territoire a permis d'accélérer la mise en œuvre de ces derniers comme en France. D'une part, dans la ville d'Esch- sur-Alzette, la Konschthal, aménagé dans un ancien magasin de meubles, accueillera durant Esch2022 des projets artistiques. La ville d'Esch réaménage également un ancien hôpital en lieu de résidence pour artistes: le Radioart zone, qui s'inscrira également dans Esch2022. Le projet de réaménagement du cinéma Ariston pris en charge par la ville d'Esch-sur-Alzette, entamé avant Esch2022, accueillera un théâtre jeune public.

Esch2022 permet surtout de cofinancer les projets d'aménagement des tiers lieux culturels: Le bâtiment IV sur la friche d'Esch-Belval va être notamment transformé en tiers lieux culturels et va accueillir différents artistes et associations durant Esch022. Le Ferroforum, autre tiers lieu sera utilisé pour mettre en avant l'histoire du patrimoine industriel. Enfin, à Dudelange, un groupe d'artistes ont réhabilité un tiers lieu culturel pour y accueillir des expositions et des concerts. Il y a un financement direct pour ces trois tiers lieux. Néanmoins, tous les projets ne bénéficient pas de contributions financières d'Esch2022.

Également à Dudelange, il y a une planification en cours via les plans d'aménagements particuliers qui seront mis en œuvre dans les friches de Neischmelz. La ville souhaite viabiliser tout le site, environ 40 hectares, en y installant des activités provisoires. Trois bâtiments constituent la friche: le hall Fondouq, qui va être rasé pour réaliser les PAP[5] et pour y aménager un nouveau projet d'activités culturels. Deux autres bâtiments sont gardés via le Service des Sites et des Monuments. Ces bâtiments doivent être aménagés pour l'accueil d'activités liées à Esch2022. Ces projets ont été pensés avant l'accueil de la capitale culturelle, néanmoins, Esch2022 a permis d'accélérer leur mise en place. L'un des bâtiments pourrait être transformé en micro-brasserie dans une logique d'animation et de vie dans le quartier. Ce projet a pour but de perdurer après le titre. Il y a donc un défi de taille puisque le projet doit être prêt rapidement, mais doit également être pensé de façon pérenne.

Dans la ville de Differdange, les réflexions autour de la culture et la créativité sont présents depuis 2009. Les projets de la capitale culturelle s'emboîtent avec les activités culturelles déjà présents dans la ville. Il y a plutôt une adaptation de la politique à la présence de l'année culturelle. La ville a déjà ses espaces bien définis pour la culture, et ces espaces sont adaptés pour l'accueil de la CEC. Pour la ville, le domaine culturel est devenu plus une problématique régionale avec les sites naturels du sud, ou les activités de collaboration avec les communes limitrophes. Differdange est directement lié aux communes françaises frontalières, et les projets sont réfléchis dans une logique transfrontalière. Esch2022 représente un cadre d'échange, un terrain d'expérimentation, permettant de cerner les projets qui auront réussis ou pas.

Il faut noter par ailleurs, la présence d'un concours mis en place par l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils pour toutes les communes du Sud faisant parti d'Esch2022. Ce concours concerne l'aménagement de gîtes atypiques dans des lieux insolites par le biais d'aménagements ou de réhabilitations. Onze lauréats ont été sélectionnés pour faire partis du projet : Les communes de Käerjeng, Pétange, Differdange, Sanem, Mondercange, Dudelange, Schifflange, Kayl, Rumelange, Bettembourg, Esch-sur-Alzette. Dans la ville de Dudelange, par exemple, une chambre d'hôtel est installée sur l'eau pour l'année culturelle. Il y a également une volonté de pérenniser ce projet de coopération régionale après Esch2022.

3.2 Esch2022 et la culture, un tremplin pour l'IBA ?

3.2.1 L'intégration de la culture dans l'IBA.

La culture et l'identité sont deux aspects très présents dans les initiatives IBA. Il y a également la volonté de montrer une image positive du territoire notamment à travers la culture mais aussi en proposant un cadre structurel et financier. Dans ce sens, une étude juridique sera faite afin de trouver un cadre institutionnel pour sa mise en place dans le territoire transfrontalier Alzette-Belval. Le GECT, en charge de la mission de préfiguration de l'IBA, participe étroitement à Esch2022. Cependant, l'IBA n'est pas aujourd'hui directement associée avec la Capitale Européenne de la Culture. Le

[5] Plan d'Aménagement Particulier, outil en matière d'aménagement communal couvrant certaines parcelles de la commune, permettant de définir les dimensions des constructions et leur implantation.

GECT, a soumis un projet pour Esch2022: Une exposition qui présentera des architectures possibles ou hypothétiques de nouvelles formes de vivre ensemble. Pour certains acteurs, le plus gros travail et la plus grande potentialité est en France pour l'IBA. Le calendrier de la mission de préfiguration de l'IBA a été organisé de telle façon à ce qu'elle puisse se conclure fin 2021, si l'IBA est retenue. Elle pourra dans ce cas s'inscrire dans la dynamique d'Esch2022. Certains projets d'Esch2022 seront intégrés à l'IBA comme par exemple la réflexion sur l'architecture, le bâti transfrontalier et un développement plus vaste de l'offre culturelle.

La réflexion autour de l'IBA est très riche puisqu'elle peut se définir autour de projets architecturaux, urbanistiques et d'animation du territoire par la culture. Dans l'IBA transfrontalier Alzette-Belval, la dimension culturelle et patrimoniale est importante, et ce notamment à travers tous les sites naturels du territoire. Le but également de l'IBA est de donner de la visibilité à des projets qui n'en auraient peut-être pas eu en dehors de l'IBA. Néanmoins, ce qui est attendu de l'IBA est une valeur ajoutée en matière d'ambition et de qualité des projets, en plus de la dimension et d'une grille de lecture transfrontalière. En effet, il y a une volonté des participants à la mission de préfiguration de l'IBA d'améliorer et d'envisager le transfrontalier dans les projets du territoire. Un des gros enjeux de l'IBA va être de trouver les moyens financiers nécessaires et de trouver des solutions à l'échelle transfrontalière.

Cette question de financement est présente dans les débats de la mission de préfiguration. Les communes françaises ne peuvent pas donner les mêmes services qu'au Luxembourg. A cela s'ajoute les problèmes de visibilité. Il y a des évènements culturels mis en place des deux côtés de la frontière, dans le but d'attirer et d'accueillir des Français au Luxembourg et des Luxembourgeois en France. Ces évènements organisés ne sont malheureusement pas assez connus. Il y a toujours une frontière. L'IBA pourrait être un moyen de travailler sur l'affaiblissement des frontières qui peuvent constituer des freins au développement de pratiques culturelles ou à leur accessibilité. Par ailleurs, elle pourrait permettre d'établir une réflexion sur la perception des Français et des Luxembourgeois des deux côtés de la frontière. A travers l'IBA, il y aurait une volonté de pérenniser les projets mis en place dans le cadre d'Esch2022.

De nombreux porteurs de projets sont déjà mis en relations avec les communes afin d'aider à la pérennisation notamment financière.

3.2.2 L'IBA Alzette-Belval : Un souhait d'exemplarité en termes de coopération transfrontalière.

La mission de préfiguration de l'IBA Alzette-Belval centré sur le périmètre du GECT Alzette Belval, annonce vouloir faire du territoire « une agglomération transfrontalière d'excellence ». Le territoire d'Esch2022 est plus large que le territoire de l'IBA Alzette-Belval puisqu'il comprend les pôles de Dudelange, Differdange et Pétange. Cet IBA transfrontalier s'est pourtant, construit à travers des intentions initiales différentes de part et d'autre de la frontière : Côté luxembourgeois, le LUCA[6] et le Master in Architecture de l'Université du Luxembourg, en discussion avec le gouvernement du Luxembourg, envisageaient une IBA luxembourgeoise. Côté Français, l'IBA permettait de poursuivre le développement des territoires engagés dans les écocités (EcoCité, 2020). Le GECT Alzette Belval en chef de file du projet, agit avec les différents soutiens financiers français (le Ministère de la transition écologique et solidaire et la Région Grand Est) et luxembourgeois (la DATer, Ministère de l'énergie et de l'aménagement du territoire et le ministère du logement).

Le lancement de la mission de préfiguration, en janvier 2020, a permis de faire ressortir les premiers jalons du projet. Premièrement, le territoire de l'IBA a été défini en deux aires. Il y a tout d'abord un IBA CORE qui concerne la zone avec la majorité des projets IBA. Ce périmètre reprend les initiatives préexistantes sur l'agglomération transfrontalière où son développement sera renforcé. A cela s'ajoute IBA CLOUD, qui représente la zone des Côtes du Dogger. Cette zone au potentiel paysager va accueillir de nouveaux projets architecturaux et innovants (Siemsglüß, 2021). Le deuxième jalon concerne les urgences. Cinq urgences ont été soulevées :

1. « l'urgence d'un développement urbain et architectural comme outil pour la transition écologique », avec l'idée que la croissance du territoire d'Alzette Belval doit se faire en accord avec les objectifs écologiques et climatiques,
2. « L'urgence du pilotage transfrontalier de projets coopératifs et ouverts », s'appuyant

[6] Luxembourg Center for Architecture

sur IBA considéré comme une démarche opérationnelle en matière de projets urbains transfrontaliers. Le but est le développement de projets transfrontaliers sur le long terme à travers un urbanisme citoyen coproduis,

3. « L'urgence de production d'un habitat abordable, plus varié, hybridé et répondant aux besoins d'un territoire en mutation », afin d'améliorer et de renouveler l'offre de logements en très forte demande sur le territoire d'Alzette Belval,
4. « L'urgence d'une gestion commune et durable des ressources locales » dans une optique d'usage respectueux des ressources du territoire au profit de ce dernier et de ses habitants,
5. l'urgence concernant « la quête du lien: coutures spatiales, implication des habitants et le rapport avec l'histoire ». Ce dernier point met en avant le souhait de faire des connexions entre les espaces urbains et les espaces naturels du territoire tout en gardant une trace du passé, un territoire accueillant des espaces de rencontres encourageant le lien social, la mixité et le partage culturel (Siemsglüß, 2021).

Le troisième jalon, concerne les partenaires et leurs ambitions. Les intentions des acteurs concernent plusieurs aspects. Premièrement, l'IBA souhaite « répondre aux urgences de l'agglomération transfrontalière franco-luxembourgeoise » tout en proposant une nouvelle culture en matière d'aménagement du territoire qui répond aux défis que pose le changement climatique (Gouvernement du Luxembourg, 2021). Également, dans cette logique écologique, l'IBA souhaite mettre en valeur les Côtes du Dogger, un ensemble vert transfrontalier intégrant espaces écologiques, productifs et récréatifs. Une gouvernance durable des ressources foncières, aquatiques, forestières, alimentaires et énergiques serait mise en place pendant l'IBA. Concernant l'aspect transfrontalier de l'IBA, le but est d'intégrer au territoire une culture architecturale et urbanistique ambitieuse, innovante et expérimentale. Concernant les partenariats transfrontaliers, au sein de la CCPHVA il y a une volonté d'augmenter cette coopération via l'IBA : une participation aux Francofolies, à l'année de la culture, aux journées européennes du patrimoine avec un projet transfrontalier.

L'IBA Alzette-Belval peut représenter une opportunité pour relever les défis de la mobilité et du logement associés à la croissance forte du Luxembourg tout en y associant une dimension culturelle facilitant les collaborations transfrontalières, le vivre-ensemble transfrontalier et une économie créative localisée (Becker et Hesse, 2021).

4. CONCLUSION

Esch2022 représente un cadre opérationnel annuel qui se situe dans une stratégie d'aménagement à plus long terme et lié à l'essor économique du Luxembourg impliquant une demande de terrain résidentiels, de nouveaux espaces de loisirs et de nouvelles zones d'activités économiques. Esch2022 n'a pas modifié la planification et la gouvernance des acteurs français. La CEC a plutôt eu un effet accélérateur dans la planification spatiale. Cette logique se retrouve notamment dans le projet de l'Arche de Micheville qui démontre une volonté des acteurs français de faire de la culture un point important du développement urbain. La planification en termes de mobilité, permettant le déplacement entre les différentes offres culturelles du territoire, a également été accélérée grâce à Esch2022. Il en est de même chez les acteurs luxembourgeois. La culture a été intégrée dans les différentes stratégies structurelles bien avant la mise en place d'Esch2022, notamment à Differdange, qui a un programme culturel important depuis 2009, ou même à Esch-sur-Alzette, où les projets culturels ont été pensés avant l'accueil du titre. Néanmoins, là aussi, l'accueil d'Esch2022 a joué un rôle de levier, qui a permis aux différents acteurs d'accélérer les processus afin d'avoir les infrastructures culturelles nécessaires pour février 2022. La DATer, dans son programme directeur d'aménagement du territoire, souhaite pérenniser les projets d'Esch2022 ayant un potentiel marqué en termes de développement urbain et sur base d'un accord avec les communes. La culture est donc prise en compte dans les visions territoriales pour les espaces urbains luxembourgeois.

La pérennisation des projets et plus largement des partenariats transfrontaliers est une volonté présente chez tous les acteurs publics interrogés sur le territoire. En effet, unanimement, Esch2022 jouera un rôle de catalyseur. Les difficultés et les succès rencontrés durant cette année culturelle permettront aux acteurs de faire un point sur l'offre culturelle et sur la gestion des projets transfrontaliers futurs. Dans ce sens, l'AGAPE travaillera sur un recensement des différentes offres culturelles présentes sur le territoire. L'IBA Alzette-Belval, serait un moyen de poursuivre les dynamiques culturelles et territoriales insufflées par Esch2022. La question de la richesse culturelle présente sur le territoire et l'amélioration des coopérations transfrontalières sont d'ailleurs au cœur des discussions associées à l'IBA. L'initiative Esch2022 met en lumière les différents problèmes qui peuvent se poser dans un territoire transfrontalier comme le financement du

développement urbain, le logement et la mobilité. En termes de mobilités, une réflexion a été faite sur la continuité de projets culturels de part et d'autre de la frontière. L'IBA, doté de plus de moyens et d'une réflexion sur 10 ans, permettrait la création et l'aménagement de nouvelles infrastructures et de projets culturels plus importants. Esch2022 a un effet levier sur le processus d'aménagement localement et l'IBA permettrait d'éviter que les énergies et les collaborations retombent faute de cadre mobilisateur. L'un des plus grands enjeux sera de dépasser le déséquilibre existant entre les communes françaises et luxembourgeoises. Les premières sont souvent de petite taille avec des moyens financiers très limités alors que les secondes comptent parmi les plus grandes villes du Luxembourg et bénéficient d'équipes techniques et des moyens plus importants. Enfin l'autre enjeu est relatif à la crise sanitaire de la COVID-19 et à son impact sur les pratiques culturelles dans les espaces urbains. Un développement urbain transfrontalier basé en partie sur les activités culturelles impliquera de réfléchir aux mutations plus ou moins pérennes de la mobilité culturelle associées à la pandémie et aux mesures de distanciation sociale.

REFERENCES

Arteplan (2021) Territoires. Consulté le 5 Juillet 2021 https://arteplan.org/

Becker T. et Markus H. (2021) "A temporary space where development and planning emergencies meet? Notes on an international building exhibition (IBA) in the cross-border territories of France and Luxembourg", *Planning Theory & Practice*, 22(1): 148-154.

Del Biondo L. (2010) Esch-Belval: de la reconversion d'une friche sidérurgique luxembourgeoise à la recomposition d'une agglomération transfrontalière. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 87(3) : 395-407.

Durand F. et Lamour C. (2014) "Réflexions autour des politiques de cohésion territoriale dans un cadre transfrontalier: le cas de la vallée de l'Alzette". In E. Marlier, J. Brosius, V. Dautel, A. Decoville, F. Durand, G. Gerber, et A.-C. Guio (dir.) *Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg. Regards croisés*. Brussels : Peter Lang.

EcoCité, Innovation Urbaine (2020) *"L'IBA d'Alzette-Belval est lancée !"* Consulté le: 13 Juillet 2021 http://www.ecocites.logement.gouv.fr/l-iba-d-alzette-belval-est-lancee-a205.html

Fischer S. (2020) "Die Internationale Bauausstellung in Basel – Ein bewährtes Format in neuen Grenzen", *disP. The Planning Review,* 56(3): 10-19.

Gouvernement du Luxembourg (2021) *Communiqué du 2 Juin sur la mission de préfiguration IBA Alzette-Belval une IBA pour le territoire transfrontalier franco-luxembourgeois ?* Consulté le 10 Juillet 2021
https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2021/06-juin/02-esch-prefiguration/Dossier-de-presse.pdf

Iba-basel (2021) *Objectifs – Projets.* Consulté le 5 Juillet 2021 https://www.iba-basel.net/fr/

Immler N. et Sakkers H. (2013) "(Re)Programming Europe: European Capitals of Culture: rethinking the role of culture", *Journal of European Studies*, 44(1): 3-29.

keep.eu (2021) Your source for Interreg, Interreg-IPA cross-border, ENI-CBC and IPA-IPA cross-border. Consulté le 30 Juin 2021: https://keep.eu

Mooney G. (2004) "Cultural policy as urban transformation? Critical reflections on Glasgow, European City of Culture 1990", *Local Economy,* 19(4): 327–340.

Nobili V. (2005) "The role of European Capital of Culture events within Genoa's and Liverpool's branding and positioning efforts", *Place Branding*, 1: 316-328.

Richard G. et Palmer R. (2010) *Eventful cities : Cultural management and urban revitalization.* London : Routledge.

Schulz N. (2020) Les tiers-lieux culturels de l'aire Esch2022. Un levier pour la régénération et la cohésion urbaine transfrontalière ? Rapport de stage, Master 1 – Université de Lorraine pp. 1–56.

Siemsglüß D. (2021) Manifestation de lancement de la mission de préfiguration de l'IBA « Alzette-Belval », Dossier de presse. https://amenagement-territoire.public.lu/content/dam/amenagement_territoire/fr/actualites/2020/01/30012020-LANCEMENT-MISSION-PREFIGURATION-IBA-ALZETTE-BELVAL-DOSSIER-PRESSE-GUEDES.pdf

Steiner L., Frey B. S. et Hotz S. (2013) "European Capitals of Culture and life satisfaction" *CREMA Working Paper Series* 2013-07.

Contact
LISER,
3 avenue de la Fonte,
L-4364 Esch-sur-Alzette (Luxembourg)
Tél.: +352 58 58 55 - 1
www.liser.lu
www.ceccut.lu